

« L'agriculture à Madagascar :

Comment réaliser la révolution
dans le secteur agricole ? Recommandations »



« L'agriculture à Madagascar : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole ? Recommandations »

Jean R. E. Rasoarahona

*Professeur Titulaire, Directeur de l'Ecole Supérieure
des Sciences Agronomiques Université d'Antananarivo*

Henintsoa Rasoarimbola

Ingénieur agronome, YLTPienne promotion 2014

Hafaliana Andriambololona

Ingénieur agronome, YLTPien promotion 2014

Njaka Rajaonarison

*Agronome, Spécialiste en Entrepreneuriat,
YLTPien promotion 2006*

SOMMAIRE

● <u>Sommaire</u>		
● <u>Préface</u>		5
● <u>Première partie</u>	Etats des lieux du développement du secteur agricole à Mcar <i>Jean R. E. Rasoarahona</i>	7
● <u>Deuxième partie</u>	De l'élaboration d'une politique agricole pour Madagascar : Recommandations <i>Henintsoa Rasoarimbola, Hafaliana Andriambololona, Njaka Rajaonarison</i>	23
● <u>Documents annexes</u>	Fiche Technique de la Conférence, Programme de la Conférence, Exposés des intervenants lors de la Conférence, Discours d'ouverture de la Conférence	35

PREFACE

Cette brochure intitulée « De l'élaboration d'une politique nationale agricole pour Madagascar » fait suite à la conférence internationale "L'agriculture à Madagascar: Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole", une conférence réalisée par la Friedrich-Ebert-Stiftung en coopération avec l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques de l'Université d'Antananarivo, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, et le Bureau de Liaison de l'Union Africaine à Madagascar. Les occasions étaient multiples. 2014 a été déclarée l'Année de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire par l'Union Africaine, l'objectif étant clairement de refocaliser l'attention des dirigeants africains sur ce secteur économique qui emploie de loin le plus grand nombre de personnes sur le continent. Malgré le battage récent sur l'"Africa Rising" (l'émergence de l'Afrique), la performance de l'agriculture est restée médiocre, et la plupart des Africains ne profitent pas du boom économique qui se réalise alors en une croissance sans emplois. 2014 est également l'année qui a vu la normalisation des relations entre Madagascar et la communauté internationale, notamment les partenaires techniques et financiers. Les sanctions et leurs lourdes conséquences pour le développement économique du pays sont désormais levées. Il s'agit maintenant pour le nouveau gouvernement de dynamiser la politique de développement afin de renverser la tendance de la chute économique et sociale que Madagascar a subie depuis l'avènement de la crise de 2009.

L'objectif de la conférence était clairement de mobiliser l'expertise et les ressources, à la fois nationales et internationales, afin de définir le développement du secteur agricole comme priorité nationale. C'est à cette fin que les participants à cette conférence, issus de domaines divers, se sont échangés leurs idées et expériences, et ont proposé des recommandations politiques destinées à dynamiser la politique dans ce secteur.

Il est reconnu que le potentiel de Madagascar dans l'agriculture est énorme. Si, dans la vision de l'Union Africaine, l'Afrique peut se transformer d'un continent importateur en nourriture en grenier alimentaire du monde, cela devrait être aussi le cas pour Madagascar au sein de l'Océan Indien – une région qui va bien au-delà des pays membres de la Commission de l'Océan Indien, et qui englobe des pays comme l'Inde et l'Indonésie, des véritables puissances démographiques mondiales. Madagascar se trouve donc face au double défi d'assurer sa propre sécurité alimentaire, et de transformer un secteur longtemps politiquement délaissé en pôle de croissance et d'exportations. Afin de surmonter les obstacles qui se présentent à la pleine réalisation de son potentiel, Madagascar nécessite une véritable "révolution agricole", ainsi le titre de notre conférence.

La révolution agricole se réalise par des réformes au niveau micro comme au niveau macro. Contrairement à l'idéologie néolibérale prônant le non interventionnisme, il faut effectivement un Etat fort, dévoué à la cause du développement agricole. Le secteur privé étant trop faible, la dynamisation de ce secteur ne peut réussir sans appui étatique. Une politique agricole cohérente doit également se focaliser à la fois sur les exploitations agricoles familiales qui constituent la grande majorité de l'activité agricole et sur l'agro-business qui réalise une grande partie des revenus d'exportations. Construire une opposition artificielle entre ces deux sous-secteurs est peu propice au développement. Vous trouvez dans cette brochure les principales recommandations élaborées par des jeunes malgaches sur la base entre autre des inputs et des expériences échangés et discutés par les participants et les différents intervenants lors de la conférence.

Le regroupement des trois ministères (Agriculture, Elevage, Pêche), dont la séparation après 2009 suivait une logique plutôt politique que technique, figure parmi les priorités pour dynamiser le développement agricole. Une politique efficace préconise en effet l'harmonisation des interventions.

Le règlement de la question de la propriété foncière devrait constituer une priorité pour toute politique agricole visant l' "empowerment" des agriculteurs de subsistance. Le renforcement d'un 'esprit capitaliste' parmi les petits paysans ne se fait pas sans l'assurance des droits de propriété privée – qui constituent la meilleure protection contre l'accaparement des terres.

L'énorme expertise nationale en matière de recherche agronomique n'est que peu utilisée actuellement pour le développement du pays. Il faut donc des campagnes massives de vulgarisation du savoir-faire et des innovations agricoles en milieu rural. Malgré le fait que presque 80% des Malgaches travaillent principalement dans le secteur primaire, l'agriculture n'est pas intégrée dans le cursus scolaire.

L'état des infrastructures représente aujourd'hui un obstacle majeur à toute tentative de développement du pays. Il faut donc une grande offensive de l'administration pour développer les réseaux infrastructurels – les routes comme l'irrigation, l'accès au marché, la distribution comme aussi la facilitation de l'accès aux intrants. Ceci devrait constituer une priorité dans les négociations avec les bailleurs de fonds.

Enfin, et non le moindre, l'accès au crédit est indispensable pour la révolution agricole. Les agences de micro-crédit ne répondent pas aux besoins du secteur. Madagascar doit créer une banque de développement offrant des crédits à taux préférentiels.

L'agriculture pourrait être à la base d'un développement plus durable de Madagascar. Contrairement aux industries extractives, l'agriculture est un secteur à haute intensité de main d'œuvre. Le développement agricole constitue donc la meilleure stratégie de lutte contre la pauvreté. Le succès commercial dans ce secteur devrait également plus équitablement partagé par un plus grand nombre d'agents économiques. Des pays comme le Rwanda ou le Vietnam ont montré que le développement agricole est possible même avec une structure d'exploitation familiale.

Du point de vue du commerce extérieur, Madagascar profite d'un avantage comparatif qui doit cependant être pleinement mis à profit. L'essor économique de l'Asie et la haute croissance démographique dans les pays riverains de l'Océan Indien crée des débouchés importants pour les produits malgaches. Il faut tout simplement prendre avantage de la localisation stratégique de la Grande Ile.

La réussite de la révolution agricole est peut-être moins un défi technique qu'un défi politique. Jusqu'ici une politique agricole cohérente aux objectifs à long terme n'existait pas. Madagascar n'a jamais défini l'agriculture comme une priorité nationale. Comme pour les autres secteurs économiques, l'agriculture souffrait aussi de l'instabilité politique récurrente du pays, ainsi que de l'absence d'un consensus national sur le développement. Même si on peut espérer que les pré-conditions politiques pour un développement dynamique s'amélioreront, l'avenir de l'agriculture ne devrait pas être un sujet à laisser à la bonne volonté de la classe politique. Il appartient aux agents économiques du secteur eux-mêmes, aux organisations paysannes comme aux représentants des filières de l'agrobusiness de faire entendre leurs intérêts de manière plus efficace. La lutte contre la marginalisation du secteur agricole en tant que priorité politique est un vrai défi dans une capitale comme Antananarivo qui tourne souvent autour d'elle-même, avec la tendance d'oublier les soucis et les préoccupations du pays profond.

Marcus Schneider

*Regional Advisor Climate and Sustainability SADC Region
Project Coordinator Madagascar, Malawi and Swaziland*



**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

« ETAT DES LIEUX DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE A MADAGASCAR »

**Etude préliminaire à la Conférence Internationale
« L'agriculture à Madagascar: Comment réaliser la révolution
dans le secteur agricole? »
Organisée par la Friedrich Ebert Stiftung
à Antananarivo les 3 et 4 juillet 2014**

Réalisée par
Jean R. E. RASOARAHONA
*Professeur Titulaire
Directeur de l'Ecole Supérieure
des Sciences Agronomiques
Université d'Antananarivo*

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	7
1.1. Contexte général et objectifs	7
1.2. Méthodologie et sources	7
2. PLACE DU SECTEUR AGRICOLE DANS L'ECONOMIE NATIONALE	7
2.1. Part dans le PIB	7
2.2. Part dans la démographie	7
2.3. Part dans la situation de la pauvreté	8
3. LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR AGRICOLE	8
3.1. Le milieu physique	8
3.2. Le Capital Humain	10
3.3. Les Exploitations Agricoles	10
3.4. Les Techniques et les Intrants	10
3.5. La question du Foncier	11
3.6. Les politiques agricoles	11
3.7. Situation institutionnelle	12
3.8. Les performances du Secteur Agricole	12
3.9. Les marchés	14
3.10. Impacts Environnementaux du Secteur	16
3.11. Etat de la sécurité alimentaire à Madagascar	17
4. RECOMMANDATIONS POUR LA MODERNISATION DU SECTEUR AGRICOLE	17
4.1. Sur le plan institutionnel	17
4.2. Le désenclavement et l'accès aux marchés	17
4.3. L'éducation et la formation	18
4.4. L'encadrement technique	18
4.5. L'implication de la Recherche	18
4.6. Le crédit rural	18
5. CONCLUSIONS	18
5.1. « L'Agriculture en Amont du Développement »	19
5.2. « Une Politique Agricole Ambitieuse mais Pragmatique »	19

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte général et objectifs

Dans le cadre, de la réalisation de la conférence internationale sur « L’agriculture à Madagascar: Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole? » et afin d’appuyer le processus de formulation de nouvelles politiques agricoles à Madagascar, La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) réalise une étude préliminaire qui constituera un dossier de travail pour les parties prenantes de la Conférence.

Le thème proposé est « Etat des lieux du développement de l’Agriculture à Madagascar », et vise principalement à servir de base de discussion pour les experts.

1.2. Méthodologie et sources

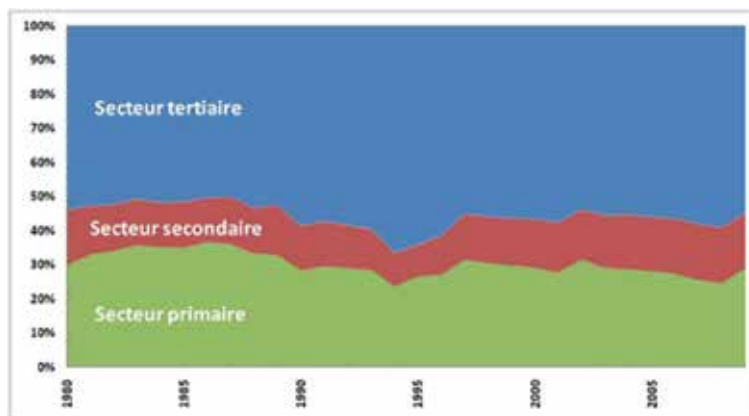
Compte tenu du délai, l’étude est exclusivement bibliographique, et s’appuiera, d’une part sur des rapports d’études antérieures, et d’autre part sur les bases de données, dont celles de l’INSTAT et, au niveau du Ministère de l’Agriculture, le Recensement général Agricole 2004-2005 ; et au niveau international, les données de FAOSTAT et de la Banque Mondiale.

2. PLACE DU SECTEUR AGRICOLE DANS L’ECONOMIE NATIONALE

2.1. Part dans le PIB

Le Graphique n°1 ci-dessous montre l’évolution de la contribution du secteur primaire dans la formation du PIB :

Figure 1 : Evolution de la contribution des différents secteurs dans la formation du PIB (1960-2010)



Source : [1]

Ce graphique montre que, malgré des fluctuations conjoncturelles, le secteur agricole conserve toujours une part d’approximativement 30% du PIB. Paradoxalement, dans un pays réputé « à vocation agricole », on constate plutôt une tendance à la baisse de cette contribution, au bénéfice surtout du secteur du commerce et des services. La part relativement faible, d’ailleurs pratiquement constante à environ 15%, du secteur secondaire semble d’ailleurs indiquer une structure encore fortement extravertie de l’économie, où seulement une faible quantité des matières premières, agricoles et minières est transformée localement¹.

En 30 ans, la croissance du secteur primaire est restée très modeste avec un taux de croissance annuel moyen d’un peu plus de 1,5 %. Il faut remarquer une relative similitude entre l’évolution du taux de croissance du PIB national et celle du PIB agricole. Le taux de croissance de la production rizicole en particulier semble afficher une tendance similaire, suggérant le rôle primordial de cette filière en tant que moteur de l’économie.

Ces dernières années, le secteur primaire a encore prouvé son rôle moteur dans l’économie avec des performances exceptionnelles en 2009 malgré la performance négative du pays. Sur un an, la progression de sa valeur ajoutée totale est de 2,9 % en 2008 à 8,5 % en 2009 d’après le TBE 2010 de l’INSTAT.

2.2. Part dans la démographie

L’économie de Madagascar demeure largement agricole. En effet, la population rurale est estimée à 72% de la population totale. La prédominance des emplois du secteur primaire comprenant l’agriculture, l’élevage, la pêche, et

¹ Certains spécialistes tempèrent cependant ce type d’analyse par la constatation d’une sous-représentation des activités du secteur informel, dont les activités agricoles font souvent partie, dans la formation du PIB

la sylviculture, se distingue d'emblée. En 2010, ils représentaient plus de 86% de l'ensemble des emplois en milieu rural d'après les EPM et cette proportion n'a pas fléchi depuis des années. Même en milieu urbain, plus de 54% des emplois sont de ce secteur.

2.3. Part dans la situation de la pauvreté

Le Tableau 1 montre la répartition de la pauvreté suivant les zones.

Tableau 1 : Répartition de la pauvreté

	1993	1997	1999	2001	2002	2004	2005	2010	Variation 2005/10
Urbain	50,1	63,2	52,1	44,1	61,6	53,7	52,0	54,2	+2,2 pts
Rural	74,5	76,0	76,7	77,1	86,4	77,3	73,5	82,2	+8,7 pts
Total	70,0	73,3	71,3	69,6	80,7	72,1	68,7	76,5	+7,8 pts

Source : INSTAT/DSM/EPM, cité par [1]

Ces chiffres illustrent la disparité criante entre le milieu urbain et le milieu rural, avec un écart de 20 à 25 points en général, et, probablement suite de la crise, de près de 30 en 2010. Il apparaît également que les périodes de crise impactent plus gravement dans le milieu rural, malgré la forte résilience des systèmes ruraux, où l'autosubsistance reste une des principales stratégies de réponse aux chocs.

Le secteur Agricole reste donc le parent pauvre de l'économie à Madagascar, avec d'une part une faible contribution à la richesse nationale, qui est peut-être aussi en corrélation avec l'intérêt que lui portent les décideurs, et d'autre part, la plus forte proportion de la pauvreté et de la vulnérabilité.

3. LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR AGRICOLE

L'agriculture malgache se présente comme une agriculture de subsistance. Les conditions agroécologiques très variées présentes dans le pays pourraient cependant permettre de développer une agriculture plus performante capable de couvrir entièrement les besoins locaux et de vendre sur les marchés extérieurs.

3.1. Le milieu physique

3.1.1. La terre

La superficie de Madagascar, 59 millions d'hectares, est traditionnellement divisée en 8% de terres arables (env. 5 millions d'hectares), 21% de forêts (12 millions d'hectares), et 57% de « pâturages » (34 millions d'hectares), le plus souvent cependant des savanes herbeuses, fortement dégradées par les feux. [CSA scoping study]

Cependant, d'après les données du Programme National de Développement Rural (2006), « les sols à vocation agricole sont estimés à 15% de la superficie totale et actuellement seuls 30% sont exploités ». En termes réels, cela correspond à 8.800.000 hectares de sols à vocation agricole desquels un peu plus de six millions d'hectares pourraient encore être exploités.

Un des principaux problèmes auxquels fait face l'agriculture malgache est la dégradation de la fertilité, due le plus souvent à un épuisement des sols, en raison d'une exploitation peu soucieuse de remplacer les exportations minérales des récoltes, et à un très faible taux de fumure organique². A ceci s'ajoutent les phénomènes d'érosion sur les pentes et, corrélativement, d'ensablement sur les bas-fonds. Cette situation se retrouve très fréquemment sur les Hautes Terres, où le relief est très vallonné.

Dans de nombreuses régions du versant est, les cultures sur brûlis (Tavy) sont également une cause importante de dégradation du sol, alors que les rendements qu'elle procure sont médiocres et que la durabilité de la fertilité, et donc de l'exploitation des parcelles est de deux à trois ans seulement. Cette agriculture itinérante laisse le sol des parcelles abandonnées nu et vulnérable aux attentes climatiques et à l'érosion.

Le Moyen-ouest de Madagascar (Sofia, Betsiboka, Itasy et Bongolava, ouest des régions Vakinankaratra, Amoron'i Mania et Haute Matsiatra) connaît un relief moins accidenté que celui du centre, et permet souvent des cultures plus étendues, en raison également de la faible démographie ; ces zones sont cependant souvent fortement enclavées.

² Le fumier, généralement bovin, est rare, et est souvent réservé aux cultures « riches » (maraîchage, pépinières, etc.), tandis que la pratique du compost est peu répandue.

3.1.2. L'eau

A la différence des agricultures africaines, le secteur agricole malgache est largement dominé par l'agriculture irriguée, directement liée à la riziculture en très grande partie³. L'irrigation utilise l'eau de surface, vu le coût élevé d'exploitation des eaux souterraines. Près de 70% des exploitations rizicoles pratiquent l'irrigation par voie de canaux (RA 2004/05). Les puits et les forages sont essentiellement destinés à l'approvisionnement en eau potable. Le prélèvement en eau renouvelable était estimé en 2000 à 14 970 km³ dont 14 313 km³ pour l'agriculture (95,6 %), 423 km³ pour la consommation domestique et 234 km³ pour l'industrie (FAO/AQUASTAT⁴). Madagascar possède un potentiel irrigable de près de 1 516 900 ha: 786 291 ha de périmètres formels équipés, 187 000 ha d'extensions de ces périmètres, qui ne sont pas encore équipés mais sont considérés irrigables, 300 000 ha de périmètres familiaux, plus 243 600 ha résultant de l'inventaire effectué par SOGREAH en 1969

L'accroissement de la production agricole reste encore dans une grande mesure, fonction des performances du secteur irrigué. Le système d'irrigation au niveau national devrait être plus performant : les défaillances dans l'entretien et la réhabilitation des périmètres ont contribué à la stagnation des rendements rizicoles à Madagascar. Sur la zone du Lac Alaotra, une des plus grandes plaines rizicoles de Madagascar avec 100 000 ha de rizières, seuls 30 000 ha sont irrigués, le reste fait partie des rizières à plus ou moins mauvaise maîtrise de l'eau.

Le reste des surfaces agricoles est exploité suivant le régime pluvial, avec cependant ces dernières années des aléas de plus en plus graves dus au changement climatique (cf. infra).

3.1.3. Ressources aquatiques et halieutiques

Madagascar possède en outre une grande diversité de ressources halieutiques avec 5 000 km de côtes, près de 400 000 ha de mangroves, 155.000 ha de lacs et lagunes d'intérêt halieutique, 50 000 ha de tannes propices à l'aquaculture de crevette, un plateau continental de 117 000 km² et une ZEE d'environ 1 140 000 km². En dehors des crevettes côtières, la plupart des ressources halieutiques malgaches ne disposent que de rares informations sur les biomasses, le potentiel exploitable et le niveau d'exploitation des stocks

3.1.4. Le Climat :

L'île connaît un schéma de précipitations bimodal avec une saison chaude et humide sur la plupart des régions entre novembre et avril, et une saison fraîche et sèche entre mai et octobre.

Les régimes climatiques varient fortement entre les régions : il est possible de distinguer un climat tropical humide dans le nord et le nord-est du pays (précipitations annuelles entre 2 000 et 3 000 mm) et un climat extrêmement chaud et sec dans la partie ouest et sud (précipitations variant entre 300 et 800 mm par an). Les Hautes Terres centrales sont sous l'influence d'un climat à la fois tempéré et tropical avec des précipitations annuelles de l'ordre de 1 200 à 1 700 mm en général.

Une autre caractéristique du climat malgache est la survenue régulière de cyclones, en moyenne 3 à 5 chaque année d'importance notable. Les conséquences sont des destructions directes dues au vent, des crues et inondations suite à la forte pluviométrie. Le versant le plus exposé est le versant est dans sa totalité, mais les cyclones peuvent également frapper le nord-ouest et le centre-ouest. Les conséquences peuvent même se faire sentir sur des régions habituellement réputées semi-arides (cf. la crue de 2013 de la Fiherenana, qui a inondé Toliary).

On ne saurait parler de climat sans évoquer le changement climatique (CC) : les causes en sont multiples, puisqu'aux facteurs globaux nés du réchauffement terrestre et de l'effet de serre, viennent s'ajouter les effets de la déforestation et des feux de végétation, fortement générateurs de gaz à effet de serre. On admet généralement que les conséquences seraient les suivantes :

- augmentation des températures ;
- diminution sensible de la pluviométrie ;
- répartition moins régulière, avec des pluies plus violentes et abondantes, entrecoupées de longues périodes sèches ;
- augmentation de la violence des cyclones.

Ces modifications perturbent fortement les calendriers culturels, et sont même susceptibles d'hypothéquer les efforts

³ La riziculture occupe 55 % de la superficie physique cultivée et la riziculture aquatique représente 80 % environ des systèmes rizicoles malgaches (RA 2004/05).

⁴ http://www.fao.org/nr/water/aquastat/countries_regions/madagascar/indexfra.stm

d'intensification. Un Groupement interdisciplinaire sur le Changement Climatique existe à Madagascar, travaillant à identifier les causes et effets du CC, à proposer des pistes de recherche pour l'atténuation de ses effets, en relation avec les instances analogues dans le monde.

3.2. Le Capital Humain

Le taux d'alphabétisation de la population constitue un des indicateurs de l'accès à l'éducation. En 2010, l'INSTAT a estimé ce taux à 71,4 % des individus âgés de 15 ans et plus⁵ : 67,8 % en milieu rural contre 83,7 % en milieu urbain et 68 % pour les femmes (tous milieux confondus). Le taux descend à 64 % pour les exploitants agricoles. Pour les ménages les plus pauvres, le taux est de 49 %.

En entrant un peu plus dans les détails, il ressort d'une répartition de la population active par niveau d'instruction que les régions qui enregistrent les plus forts taux de population active ayant atteint le niveau secondaire et supérieur sont celles d'Analamanga, DIANA et Amoron'i Mania.

Nous pouvons cependant constater que l'éducation de base à Madagascar est peu orientée vers la professionnalisation, mais reste la préparation de l'accès au secondaire, voire au supérieur. La forte poussée d'une vague de nouveaux entrants sur le marché du travail chaque année, à la fois par le phénomène naturel de l'atteinte de l'âge adulte, mais aussi en raison des abandons scolaires, impose une réflexion sur leur insertion et sur l'importance de la formation agricole et rurale (alphabétisation, éducation, formation professionnelle, appuis-conseils) dans la mesure où le secteur agricole reste encore le principal pourvoyeur d'emploi au niveau national et où cette cohorte annuelle ne dispose globalement que de très peu de qualification.

3.3. Les exploitations agricoles

L'agriculture malgache est pratiquée au niveau d'un peu plus de 2,4 millions d'exploitations familiales de petite taille desquels environ 15 % sont dirigés par des femmes (Recensement agricole, 2004/05⁶). Face à la pression démographique et son impact sur le foncier, transmises de génération en génération, les exploitations sont fragmentées. Entre les deux recensements de l'agriculture de 1984/85 et 2004/05, leur nombre a cru de 65 % et leur superficie physique moyenne est passée de 1,2 hectares à 0,8 hectare.

Ces exploitations associent généralement activités du secteur agriculture, élevage et pêche selon les possibilités offertes par l'environnement et les opportunités disponibles pour les membres des ménages. Près de 90 % des ménages agricoles pratiquent la diversification agricole d'après les résultats de l'EPM 2010 ; le nombre moyen de cultures par ménage tourne autour de quatre par an.

3.4. Les techniques et les intrants

La production agricole reste très peu mécanisée et repose presque entièrement sur le travail manuel. Dans certaines régions cependant, on peut constater une proportion notable de culture attelée.

L'utilisation d'intrants de fertilisants ne concerne qu'une proportion infime des surfaces cultivées : 85 % des superficies cultivées n'ont reçu aucune fertilisation (RA 2004/05). Le mode le plus répandu qui concerne 80 % des superficies recevant une supplémentation en agents fertilisants est la fertilisation organique. Les engrais minéraux, utilisés seuls, sont appliqués sur 8 % des superficies fertilisées tandis que le reste (12 %) reçoit une fertilisation «mixte» (organique et minérale)⁷.

La qualité des semences utilisées par les producteurs ne permet pas d'obtenir les rendements optimaux. Dans le cas de l'agriculture, l'adoption de semences améliorées reste faible (1 % des parcelles de riz suivant le RA 2004/05) et les semences utilisées en début d'année culturale proviennent du stock constitué sur la récolte précédente. Des semences adaptées aux conditions locales (riz, manioc par exemple) ont été développées par la FOFIFA mais leur



⁵ Un individu est classé alphabétisé s'il sait lire, écrire et faire un petit calcul, ou s'il fréquente l'école au moment de l'enquête, et a atteint au moins la troisième année du primaire (EPM 2010).

⁶ Les chiffres de l'EPM avancent que les petits exploitants agricoles (superficie de moins de 1,5 ha) constituent une majorité de 70% des ménages agricoles. Les moyens exploitants (superficie économique allant de 1,5 ha à 4 ha) représentent une proportion non négligeable de l'ordre de 23%. La superficie économique moyenne exploitée par ménage est de 1,4 ha (médiane à 1 ha).

⁷ Pour la riziculture: 85 % des superficies rizicoles développées ne reçoivent aucune fertilisation, 78 % de ceux qui en reçoivent bénéficient d'engrais organiques, 10 % d'engrais minéral et 12 % d'un mélange (RA 2004/05). Il est cependant courant que cette fertilisation ne concerne que la pépinière.

diffusion et leur accessibilité reste à renforcer pour favoriser leur adoption. Pour le cheptel, les croisements entre races locales et races améliorées ne donnent parfois pas les résultats escomptés en termes de productivité : au fil des générations, les rendements deviennent très faibles.

L'adoption des techniques et intrants améliorés reste notamment faible car les exploitants ne disposent pas de suffisamment de connaissances en la matière, situation que la faiblesse des services de vulgarisation et de formation n'arrivent pas encore à combler. Ainsi par exemple, le SRI concerne seulement 2 300 ha de rizières sur les 980 000 exploités avec la riziculture irriguée dans le pays (RA 2004/05). Toutes choses égales par ailleurs, ce mode de culture s'est plutôt surtout développé dans les zones d'activité de projets promoteurs de cette pratique.

Disponibilité et accessibilité des intrants améliorés figurent notamment parmi les principaux points faibles pour augmenter la production. Le coût élevé des intrants ne les met pas à la portée du pouvoir d'achat des ruraux. Le mauvais état des infrastructures de transport aggrave l'enclavement de certaines régions et rend difficile leur approvisionnement en intrants de production. Adoption de technologies améliorées et rendements de production diminuent ainsi avec l'éloignement.

L'agriculture reste essentiellement de subsistance : les chiffres les plus récents estiment que l'autoconsommation a compté pour 57 % du revenu des cultures des ménages cultivateurs (EPM 2010). L'utilisation de la production agricole dépend des catégories de produits agricoles. Pour les produits alimentaires de base (riz, maïs, manioc, patate, etc.), environ 55% de la production sont destinées à l'autoconsommation. Les ventes constituent à peine le quart de la production. Pour les autres produits alimentaires comme les légumineuses et les cultures industrielles (arachides, cannes à sucre, etc.), la part destinée à l'autoconsommation diminue à moins de 40% de la production, alors que la part des ventes augmente à environ 45%. Enfin, pour les cultures de rente, l'utilisation de la récolte est quasiment tournée exclusivement vers la vente (90% de la production).

3.5. La question du foncier

« *Saonjo anaty bozaka, raha havaina manan-tompo* » : ce proverbe indique bien l'approche coutumière du foncier, où toute terre est soit propriété individuelle (ou familiale), soit d'usage collectif.

L'accaparement des terres par les colons, avec l'appui de l'administration coloniale, a fait place après 1972, et le départ des colons, à un imbroglio chaotique sur les anciennes propriétés coloniales, et des conflits parfois graves (cf. les événements d'Ampefy en 2003).

Par ailleurs, la mise en place d'un système moderne de gestion du foncier a également été une source de conflit en postulant que les terres non immatriculées sont propriété de l'Etat, qui en dispose souverainement, sous réserve cependant des droits de propriété et/ou d'usage coutumiers reconnus. Dans la pratique toutefois, ces droits sont généralement difficiles à faire valoir, voire quelquefois ignorés par les autorités.

Un gros effort de sécurisation foncière a été entrepris au niveau national, avec la mise en place de Guichets Fonciers décentralisés, et de procédures allégées d'immatriculation foncière.

En arrière-plan de cette question, suite à la constatation de conflits, nés essentiellement d'attribution de terres à des projets d'investissement, et amplifiés souvent par les politiciens, un certain activisme est né, d'appui aux populations « spoliées » et d'interpellation des décideurs. Il est évident que, compte tenu des superficies mises en jeu, plusieurs milliers, voire dizaine de milliers d'hectares, il sera toujours difficile de gérer les empiètements, et cette question, en rapport avec les IDE agricoles, restera cruciale et délicate.

3.6. Les politiques agricoles

Assez paradoxalement, malgré l'apparent désintéressement des autorités par rapport au Secteur Agricole, c'est lui qui a fait l'objet de Programmes régulièrement mis à jour :

- Lettre de Politique de Développement Rural (LPDR, 2001), évoluant ensuite en
- Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR, 2001), définissant le cadre général du Développement Rural.

Puis, en 2005, dans le cadre de la Vision « Madagascar Naturellement », qui devait aboutir au Madagascar Action Plan (MAP),



- Programme National de Développement Rural (PNDR, 2005), mise à jour des objectifs et du cadre de réalisation de la LPDR ;
- Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA, 2005),
- Le MAP : le Défi 4 du MAP est la « Révolution Verte », visant l'intensification notamment par la maîtrise de l'eau, les fertilisants et les semences améliorées.

La crise de 2009, en mettant fin au MAP, a également mis en suspens les Plans de Développement Rural. Cependant, sous la pression régionale et sous-régionale, Madagascar s'est avancé dans le processus du CAADP, par l'élaboration de son Programme Sectoriel Agricole (PSA) :

Reconnaissant le rôle fondamental que l'agriculture doit jouer dans les efforts de réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté et le rôle moteur de l'agriculture pour le développement économique, les leaders africains ont élaboré un Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (en anglais *Comprehensive African Agriculture Development Programme* ou CAADP) dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union Africaine (NEPAD-UA).

Le CAADP⁸ répond au besoin critique de l'Afrique pour une croissance durable et positive du secteur agricole. Il représente un cadre africain de réformes politiques et institutionnelles, et de plus hauts niveaux d'investissements qui permettra au secteur agricole d'atteindre ses objectifs de croissance de production.

Interrompu en 2009 du fait de la crise politique dont une des conséquences a été l'arrêt de l'aide à Madagascar en général et au secteur agricole en particulier, le processus d'élaboration du PSA est actuellement en cours. Le PSA sera ainsi aligné au CAADP et la COMESA a été identifiée comme Communauté Économique Régionale pour les appuis à Madagascar.

Madagascar a franchi en 2013 et en 2014 des étapes-clés pour l'élaboration du PSA, devenu PSAEP (Programme Sectoriel Agriculture Elevage Pêche).

3.7. Situation institutionnelle

Jusqu'en 2009, le secteur agricole était sous la tutelle d'un Ministère unique, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), qui avait notamment la tutelle des Directions Régionales du Développement Rural (DRDR), possédait une Unité (unique) de Politique du Développement Rural (UPDR), et une Direction (unique) des Informations Agricoles.

Le démantèlement de ce ministère en 2009 a donné naissance à trois ministères, celui de l'Agriculture (MinAgri), celui de l'Elevage (MinEl) et celui de la Pêche et des Ressources Halieutiques (MPRH). Par ailleurs, les questions environnementales sont du ressort du Ministère de l'Environnement et des Forêts (MEF).

3.8. Les performances du Secteur Agricole

Le Tableau n° 2 ci-après montre les principales **productions agricoles** recensées.

Tableau n° 2 : Principales productions agricoles

Produit	Nombre de producteurs	Superficie (hectares)	Production (tonnes)	Rendement (tonnes/hectare)
CULTURES VIVRIERES				
Riz (paddy)	2 075 153	1 249 416	3 392 460	2,8
Maïs (grains secs)	964 525	252 838	390 902	1,0
Manioc (frais)	1 659 473	388 779	2 963 945	7,0
Patate douce		123 913	878 539	
Pomme de terre		36 830	214 652	
CULTURES DE RENTE				
Coton	6 100	9 267	12 271	1,2
Vanille	160 444	37 226	7 922	0,2
Litchi	74 389	n.d.	169 597	n.d.
Girofle	103 430	36 757	9 873	0,2
Café	368 181	114 978	55 474	0,4
Arachide	n.d.	54 487	61 018	0,7
Canne à sucre	4 700	40 771	387 560 / 531 343	42,7

Source: Recensement Agricole 2004/05, DSEC-MAEP

⁸ Le sigle CAADP, adopté par les parties prenantes depuis le début de l'implication de Madagascar dans le processus, sera retenu tout au long de ce document.

L'agriculture malgache tourne autour du riz. La riziculture est pratiquée dans tout le pays par plus de 2 millions de ménages (85 % des ménages agricoles) et occupe 1,2 millions d'hectares (représentant 60 % des terres cultivées). Le riz est omniprésent dans le paysage sauf sur certaines parties du sud-ouest et du sud de l'île où il est remplacé par le maïs et le manioc qui s'adaptent mieux aux conditions climatiques arides. L'agriculture commerciale est concentrée le long de la côte Est et dans le nord où café, vanille, girofle et litchis constituent les principales cultures de rente.

Il apparaît ainsi que les principales productions vivrières sont le riz (également première culture à Madagascar), suivi du manioc et du maïs. Ces chiffres en appellent d'autres, relatifs à la couverture des besoins alimentaires de la population :

Tableau 3. Bilan céréalier en équivalent-céréales, 2005-2010

	2005	2007	2008	2009 ^(c)	2010 ^(c)
Disponibilités pour la consommation humaine (tonnes) ^(a)	3 130 176	3 279 031	3 437 814	3 462 000	3 781 000
Besoins en équivalent céréales (tonnes) ^(b)	3 348 000	3 538 800	3 617 519	3 668 000	3 983 000
Bilan net en équivalent céréales (tonnes)	-217 824	-259 769	-179 706	-206 000	-202 000

(a) Facteurs de conversion des produits en équivalent céréales : 1,0238 pour le riz blanc, 1,0266 pour le maïs, 0,276 pour la patate douce et 0,3108 pour le manioc ; (b) Besoins calculés sur une consommation moyenne de 115 kg par tête par an pour le riz, 117 kg pour le manioc, 21 kg pour le maïs et 18 kg pour la patate douce ; (c) Estimations d'après les enquêtes du CFSAM 2009 et 2010, calculs d'après les données du MINAGRI pour les années précédentes.

Source : PAM/UNICEF (CFSVA+N 2010)

En ce qui concerne l'élevage, les données sont les suivantes :

Figure 2 : Pratique de l'élevage à Madagascar

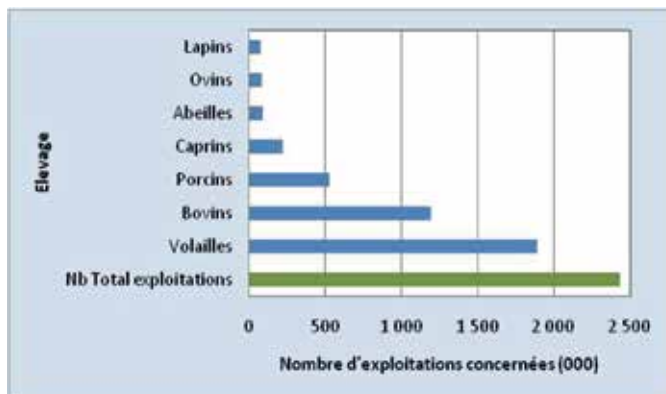


Tableau 4 : Taille des cheptels, 2005

	Nombre de têtes ou d'unités (en milliers)
Poulet	24 444
Canard	3 823
Oie	617
Dinde	559
Bovins	18 534
Bovins de trait	2 319
Vaches laitières	883
Porcins	1 273
Caprin	1 249
Ovin	703
Lapin	541
Ruche	365

L'élevage bovin est pratiqué partout. D'après les résultats du Recensement de l'agriculture (2004/05), près de 50 % des exploitations agricoles disposent d'au moins une tête de bovidé⁹. Les vaches laitières représentent moins de 20 % des bovins femelles, les races améliorées¹⁰ ne représentent que 1 % de l'effectif total du cheptel des vaches traites avec une forte concentration sur qui forment ce qui est communément appelé 'Triangle laitier' (83 % de l'effectif).

Le plus gros de l'élevage porcin se rencontre sur les Hautes Terres centrales : Analamanga, Vakinankaratra et Itasy qui comptent 35 % du cheptel national d'après le Recensement de l'agriculture 2004/05 puis Matsiatra Ambony et Amoron'i Mania avec 18 %. En 20 ans, le cheptel porcin a augmenté de 2,7 % par an en moyenne, malgré l'épidémie de peste porcine africaine

L'élevage de petits ruminants est surtout pratiqué dans le sud de l'île, Atsimo Andrefana, Androy et Anosy. Si on compare les résultats des recensements agricoles de 1984 et 2004, cheptel ovin et cheptel caprin ont chacun augmenté au rythme d'environ 2,5 % par an.

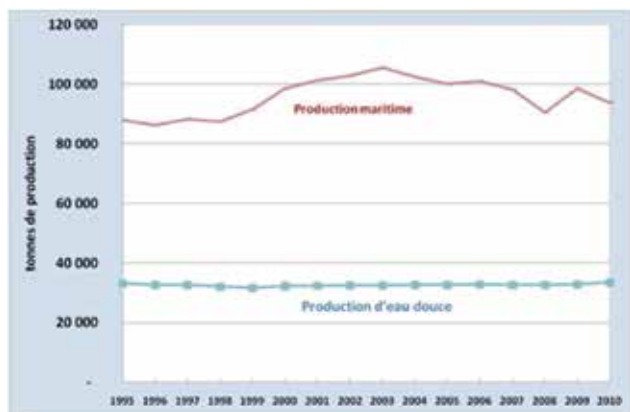
⁹ La moyenne nationale est de huit têtes de bovins par exploitation pratiquant ce type d'élevage : une exploitation de la région Analamanga possède en moyenne trois têtes tandis que ce chiffre est de 29 têtes par exploitation dans la région d'Ihorombe.

¹⁰ Par 'vache laitière', le Recensement de l'agriculture entend « tout bovin femelle traite quotidiennement, quel que soit le niveau de sa production de lait » et par 'vache laitière de race améliorée', une vache issue d'une sélection tendant à augmenter sa production en lait.

L'aviculture constitue un des sous-secteurs les plus dynamiques de l'élevage et un des plus sensibles aux épizooties. Le cheptel est composé à près de 85 % de poulets, 13 % de canards et le reste d'oies et de dindes. Ces dernières années ont vu le développement de l'aviculture moderne en périphérie des centres urbains de consommation pour approvisionner les consommateurs en œufs et viande de volaille. Pour Antananarivo, la banlieue de la capitale, Antsirabe, Mahitsy, Ankazobe élèvent 87% du cheptel national de poules pondeuses et 93,40% pour les poulets de chair (MAEP/UPDR/Océan Consultant, 2004). L'aviculture traditionnelle constitue la forme la plus répandue de système d'élevage et elle concernerait environ 85 % du cheptel avicole national.

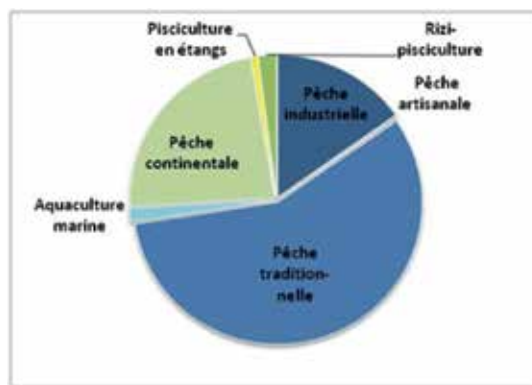
La **pêche** voit ses données ci-après :

Figure 3 : Production du secteur pêche



Source : Service Statistique/MPRH

2010



La production du secteur est générée aux trois-quarts par la pêche maritime et le reste par la production d'eau douce (pêche continentale, pisciculture en étangs et rizipisciculture). Sur le long terme, la production totale de la pêche et d'aquaculture n'a que faiblement augmenté ; celui de l'aquaculture de crevettes a cependant enregistré un quintuplement de la production entre 1995 et 2008. Les années suivantes ont affiché une stagnation, voire une baisse de la production en raison notamment de la crise pétrolière mondiale, des prix des produits sur les marchés internationaux (par exemple, baisse du prix de la crevette concurrencée par la petite espèce d'élevage *vannamei* sur les marchés internationaux¹¹) et des problèmes environnementaux liés aux changements climatiques. La contamination récente des crevettes d'élevage malgaches par la maladie virale dénommée « *white spot* » inquiète et risque encore de porter gravement atteinte à la filière.

3.9. Les marchés

3.9.1. Le marché intérieur

Les déficits en matière d'infrastructure freinent le développement du secteur agricole à Madagascar. Parmi les secteurs les plus souvent cités figure celui des transports : l'état des infrastructures joue en effet un rôle important tant dans l'acheminement des intrants que dans l'évacuation de la production. Si les produits sont souvent compétitifs à la ferme, les coûts générés par le transport réduisent cette compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux. Infrastructures routières, portuaires et ferroviaires sont concernées par le sujet.

A ces difficultés s'ajoutent les modes de collecte, souvent léonins, avec également une forte multiplication des intermédiaires.

Il en résulte que le paysan a rarement un « libre » accès aux marchés, d'une part parce qu'il en est éloigné, et que la difficulté de transport le disqualifie d'office, et d'autre part parce que son endettement l'oblige à accepter les termes de l'échange avec les collecteurs (quelquefois celui-là même qui est son créancier).

3.9.2. Le marché extérieur

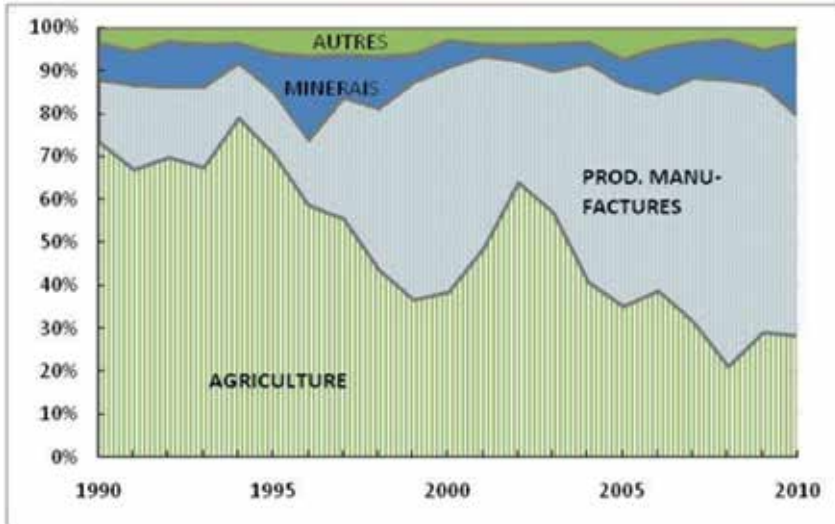
Formant près de 80 % de la valeur des exportations malgaches en 1970, un peu plus de 70 % vingt ans plus tard, les exportations agricoles n'ont représenté qu'un peu plus du quart de la valeur des exportations de marchandises en 2010 (Figure 4).

Entamée à la moitié des années 90, cette tendance de baisse de la part des exportations agricoles peut être expliquée

¹¹ Deux fermes aquacoles, celles de SOMAQUA de Boanamaray et de l'Aquaculture de Crevettes de Besalampy (ACB), ont dû fermer en 2009.

d'une part, par la forte croissance des exportations non agricoles, notamment du secteur textile-habillement des zones franches. Les exportations de minerais ont également augmenté et ont représenté plus de 15 % des exportations totales de biens en 2010, si elles n'en représentaient que 8 % au début des années 70. D'autre part, les exportations agricoles phares comme le café ou le sucre ont nettement diminué. Vieillesse des plantations nationales et baisse de la production, détérioration de la qualité des produits d'origine malgache, chute des cours mondiaux figurent parmi les causes de cette tendance négative.

Figure 4 : Structure des exportations



Le girofle fait partie des rares produits affichant une bonne performance (croissance de 5% par an des volumes ces cinq dernières années) avec des exportations malgaches en très grande partie à destination des pays du continent asiatique (Singapour¹², Indonésie, Inde). L'huile essentielle de girofle, produit de plus haute valeur, présente également un scénario intéressant d'autant que les cours mondiaux sont en hausse. Les exportations de cannelle ont également augmenté au rythme de 17 % par an en moyenne 10 ans (2 100 tonnes en 2011). Les recettes d'exportation avec la vanille ont drastiquement diminué ; la demande mondiale est passée de 8 200 tonnes en 2008 à 6 200 tonnes en 2011.

Les produits de la pêche, notamment les crevettes qui ont traditionnellement occupé la première place des exportations malgaches et qui composent plus de 60 % des exportations de produits halieutiques en valeur, constituent une part importante des exportations du secteur primaire malgache. Ces exportations ont stagné ces dernières années avec la morosité de la demande mondiale et la baisse de la production nationale suite aux problèmes environnementaux liés au changement climatique, à la crise pétrolière mondiale et aux prix internationaux des produits. Le contexte

¹² Singapour réexporte massivement vers l'Indonésie.



mondial de crise a eu de fortes répercussions sur le secteur malgache, dont l'Europe constitue le principal débouché.

Tableau 5. Principales exportations agricoles (2011)

Libellé produit		Valeur et volume des exportations	Part en valeur dans les exportations mondiales	Rang dans les exportations mondiales
Girofle	V	172 284	22,9%	2
	Q	21 905		
Crevettes	V	95 692	0,7%	17
	Q	8 982		
Poissons (thons)*	V	45 155	0,8%	18
	Q	11 293		
Huile essentielle de girofle	V	34 901	3,0% (a)	10 (a)
	Q	1 742		
Vanille	V	33 992	31,7%	1
	Q	1 752		
Cacao en fèves	V	17 445	0,2%	21
	Q	7 798		
Sucre	V	15 107	0,0%	74
	Q	20 216		
Litchis	V	9 963	8,7%	3
	Q	12 359		
Poivre	V	8 229	0,3%	27
	Q	1 870		
Café	V	6 855	0,0%	75
	Q	4 032		
Crabes *	V	4 200	0,3%	29
	Q	1 247		
Langoustes	V	3 381	0,6%	22
	Q	214		

Valeur V en milliers de dollars US et Quantité Q en tonnes

(a) Autres huiles essentielles incluses

Source : calculs sur la base des données de TradeMap (accès le 20/06/2012), d'après Direction Générale des Douanes

3.10. Impacts environnementaux du secteur

L'agriculture sur brûlis (*tavy*) figure encore parmi les causes les plus importantes de la perte en biodiversité et en couverture forestière. En dehors des provinces d'Antananarivo et Toliara, la riziculture de *tavy* reste une pratique qui occupe encore 160 000 ha de terres, soit 13 % des superficies totales cultivées en riz (RA 2004/05). Près de 70 % des surfaces concernées se trouvent dans les régions de Vatovavy Fitovinany et Atsinanana où cette pratique constitue un des principaux moyens pour les ménages d'étendre les superficies exploitées et un moyen rapide de produire pour subvenir aux besoins alimentaires après les chocs comme les cyclones. Elle perdure dans la mesure où il n'y a pas d'autres options offertes aux ménages qui y trouvent un moyen qui permet d'assurer leur survie. Les dégâts sur l'environnement sont parfois irréversibles et les profits tirés faibles et non durables : la culture est pratiquée sur les pentes et les sols marginaux, engendrant ainsi érosion, et le sol perd rapidement sa fertilité. Dans tous les cas, la pression démographique avec la hausse de la demande qu'elle entraîne, se trouve également à la base de cette situation.

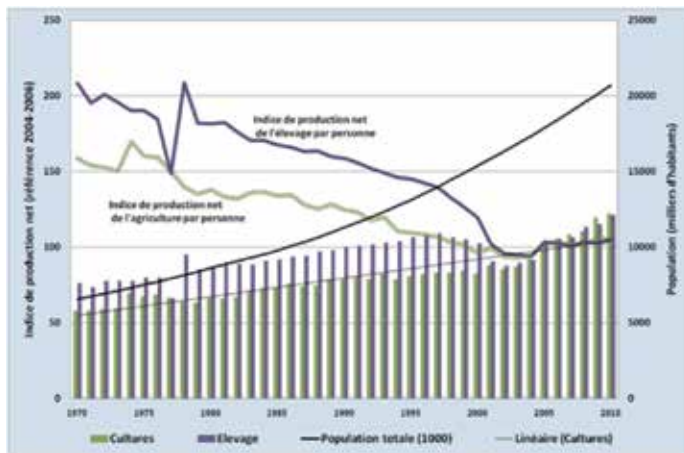
Si la pratique du *tavy* est le plus souvent motivée par la survie des exploitations, elle peut être développée également pour répondre aux opportunités commerciales (exportation de maïs vers l'île de La Réunion, les Seychelles et l'île Maurice¹³). La production de maïs avec le système du *hatsake* a été à l'origine d'une extensification et de la déforestation qui a mené à la perte en biodiversité des forêts épineuses du sud-ouest de Madagascar. Sur la période 1990-2000, les incitations commerciales à l'exportation sur la filière maïs a engendré la perte de 500 km² de forêt dans le sud-ouest de Madagascar (Minten et Méral, 2005).

¹³ Une estimation prudente, fondée sur les importations déclarées, donne sur une période de dix ans (1988-1998) environ 160.000 tonnes de maïs exportées de Madagascar vers la Réunion (Minten et Méral, 2005). Escande (1995) estime que, pour la période avril 1994 - avril 1995, environ 63% des exportations de maïs partaient pour la Réunion, 25% pour les Seychelles et 11% étaient vendus à l'île Maurice. Par une estimation approfondie au cours de cette période, il déclare également que 43 % de la production de maïs ont été utilisés pour l'autoconsommation, 19 % pour les marchés locaux et 38 % pour les marchés d'exportation.

L'insuffisance des réglementations pour la pêche industrielle par les bateaux (avec licence ou non) a par ailleurs contribué à la dégradation de la biodiversité marine de Madagascar. L'exploitation des produits à haute valeur comme le concombre de mer ou les ailerons de requins, de même que la surexploitation des ressources en général, constitueraient autant de menaces sur la biodiversité marine et côtière (USAID, 2002).

3.11. Etat de la sécurité alimentaire à Madagascar

Figure 5 : Evolution de l'indice de production net



Source : FAOSTAT

Les indices indiquent le niveau relatif du volume global de la production agricole, pour chaque année, par rapport à la période de référence de 2004-2006. Les quantités utilisées comme semences et pour l'alimentation animale sont déduites de la production.

Cette figure illustre parfaitement la racine de l'insécurité alimentaire à Madagascar : sur les quarante dernières années, le taux d'accroissement démographique a toujours été plus élevé que celui de la production agricole, impliquant une disponibilité toujours plus faible des produits alimentaires (cf. également le bilan céréalier du tableau n° 3).

De récentes études (CFSVA+N, 2010) ont défini les catégories les plus vulnérables, principalement les ménages de grande taille, les ménages monoparentaux dirigés par une femme, et les ménages avec peu ou pas de terres. Par ailleurs, les régions les plus frappées sont les régions du sud (Atsimo Andrefana, Androy, Anosy) et la Côte Est de l'île, notamment la région Atsimo Atsinanana. Les régions les plus épargnées par l'insécurité alimentaire semblent être celles du centre de l'île ainsi que les grands bassins rizicoles (Alaotra Mangoro et Boeny).

4. RECOMMANDATIONS POUR LA MODERNISATION DU SECTEUR AGRICOLE

Si le Secteur Agricole veut réussir le « saut qualitatif » qui le fera passer d'« Agriculture de subsistance » à « Agriculture professionnelle tournée vers les marchés », elle doit réussir une modernisation globale, qui devra être un élan concerté et soutenu.

4.1. Sur le plan institutionnel

Il est important de renforcer les synergies entre les trois Ministères sous-sectoriels, en vue d'une mutualisation des ressources matérielles et humaines, et d'une collaboration accrue sur le terrain et au niveau central. Ceci permettrait également de renforcer les complémentarités entre les systèmes d'information et de suivi. A notre avis, refusionner les trois Ministères serait une bonne solution.

Il est également indispensable de renforcer le dialogue et le partenariat entre le secteur public, le secteur privé et le secteur associatif. Les initiatives dans ce sens prises par les Pouvoirs publics, par exemple lors des consultations pour l'élaboration du CAADP, doivent être approfondies et pérennisées ; par ailleurs, il faut favoriser un empowerment des Organisations Paysannes afin qu'elles soient à même de mieux défendre leurs intérêts sur le moyen et le long terme.

4.2. Le désenclavement et l'accès aux marchés

Si les voies interrégionales sont essentielles pour assurer l'approvisionnement des villes, les voies de moindre rang, et jusqu'aux pistes rurales servent à l'évacuation des produits aux fermes. Une politique des voies de transport tenant compte de cet impératif devra être mise en place et réalisée, peut-être avec la participation des bénéficiaires, au moins sur l'entretien ?

Les réseaux d'information sur les marchés (acheteurs, prix, etc.) doivent être développés et appuyés, jusqu'au niveau

des villages.

4.3. L'éducation et la formation

Les investissements dans l'éducation, et plus spécialement dans l'éducation de base, sont essentiels pour la croissance économique, et les politiques de réduction de la pauvreté. Le rôle primordial de l'accès à l'éducation de base est indéniable.

Compte tenu également de la « pyramide éducationnelle »¹⁴, il est indispensable d'insérer dans les programmes scolaires des modules d'apprentissage aux techniques agricoles et d'élevage améliorées.

4.4. L'encadrement technique

La politique de désengagement de l'Etat a conduit sur les dernières décennies à un quasi-démantèlement du système de vulgarisation agricole. Il en résulte des fortes lacunes que tentent tant bien que mal de combler les ONG ou les Projets de développement. Par ailleurs de récentes initiatives pour rapprocher les services agricoles des bénéficiaires ont été lancées, mais ces centres restent pour le moment limités en nombre et en rayonnement, et il est prévu que leurs actions ne seront pas gratuites.

Il semble alors opportun de redévelopper et renforcer le dispositif étatique, seul capable d'obtenir une couverture étendue et une cohérence d'action, tout en définissant bien les rôles et attributions des agents de terrain, et notamment les synergies à développer avec les entités déjà présentes.

4.5. L'implication de la Recherche

La Recherche Agricole a pour vocation de générer des innovations en réponse aux problèmes rencontrés sur le terrain, et en vue d'améliorer la productivité et la qualité ; elle doit en conséquence être à l'écoute du monde paysan d'une part, et pouvoir lui communiquer les innovations d'autre part.

Ceci implique tout d'abord l'existence d'interfaces entre la Recherche et le Monde Rural ; ce rôle pourrait être joué par les dispositifs d'encadrement technique sur terrain. Il faut ensuite dégager des ressources (hommes, infrastructures, matériels, financement, etc.) pour permettre aux chercheurs d'adresser les questions soulevées, en vue de déterminer les solutions techniques et les transformer en innovations transférables. Ceci implique aussi un espace de dialogue permanent entre la Recherche et la Vulgarisation.

4.6. Le crédit rural

Le succès des Institutions de microcrédit rural encourage à pousser son développement, comme épargne et/ou comme source d'investissement. Pour cela cependant des conditions minimales doivent être remplies :

- Existence d'un projet pertinent et mature ;
- Existence d'une équipe d'encadrement compétente ;
- Rentabilité du projet.

Ces points peuvent être appuyés par les dispositions précédentes, dont celles sur l'encadrement technique et la recherche.

Pour rendre le crédit plus attractif, et plus efficient, il pourrait être envisagé de subventionner tout ou partie des intérêts.

5. CONCLUSION

A ce stade, il est opportun de rappeler l'engagement pris par les Chefs d'Etat Africains à Maputo en 2003, dans le cadre de la mise en place du volet agricole du NEPAD (qui deviendra le CAADP) : consacrer 10% du budget du secteur public au Secteur Agricole. Il se pose alors la question de ce à quoi l'Etat utilisera ces ressources ? Il est peut-être temps de réfléchir à changer de paradigme par rapport au sacro-saint principe de la non-intervention de l'Etat, qui devra de toute façon effectuer sa part avec ces 10%... Les notions de Gouvernance et de Redevabilité devront être les principaux garde-fous.

¹⁴ Ce n'est pas l'ensemble de la cohorte débutant l'éducation de base qui atteindra les niveaux supérieurs. Il est donc essentiel, à la fin de chaque cycle, de prévoir les savoirs, compétences et savoir-faire nécessaires pour que ceux qui quittent l'enseignement puissent adresser aisément leur vie professionnelle future.

A notre avis, deux principes directeurs devraient guider l'élaboration des Plans pour le Développement du Secteur Agricole :

5.1. « L'Agriculture en Amont du Développement »

Un développement cohérent devrait renforcer les liaisons entre les différents secteurs ; plus particulièrement, le Secteur Agricole doit être à l'amont des autres activités de développement, et plus particulièrement l'Industrialisation. Ceci implique un travail de modernisation, pour le renforcement de la productivité et de la qualité, et une structuration permettant un accès facilité et équitable aux marchés.

Le Secteur Rural peut aussi devenir un débouché naturel des activités économiques (industrie, transport et TIC notamment)

5.2. « Une Politique Agricole Ambitieuse mais Pragmatique »

Les politiques de Développement du Secteur Agricole devront tenir compte des pesanteurs qui entravent encore le monde rural. Elles devront en conséquence se donner les moyens d'y faire face, et développer une stratégie spécifique et adaptée à chaque situation.

La définition d'objectifs ambitieux mais réalistes s'accompagnera de programmes d'action pour les réaliser, tenant compte des obstacles prévisibles et des moyens disponibles.

Enfin, pour terminer, ce proverbe malgache : « Tany mena tsy mirehitra », que nous pourrions interpréter par : « Qui veut la fin veut les moyens ».



BIBLIOGRAPHIE

Rapports de synthèse et Bases de Données :

Randrianarison N., 2012. La performance du secteur agricole de Madagascar - Inventaire, Bilan et Capitalisation des Acquis - Processus PSA/CAADP. Rapport Intermédiaire. MinAgri, MinEI, MPRH.

MinAgri, MinEI, MPRH., 2013. Note d'Orientation Politique. Programme Sectoriel Agriculture, Elevage Pêche.

RAKOTONDRA SOA L. O., RATOVO O., 2014. Climat-Smart Agriculture In Madagascar

MinAgri, MinEI, MPRH, MEF., 2013. Stratégie Nationale face au Changement Climatique - Secteur Agriculture- Elevage- Pêche - 2012- 2025.

FANRPAN, 2014. Comprehensive review and valuation of the Post - Harvest Loss Management (PHLM) policies context, food security and agriculture value chain in each of the countries assessed, including other relevant regional initiatives - Case of Madagascar

MAEP, 2006. Recensement Agricole 2004-2005.

Références citées par Randrianarison N., 2012 :

Banque Centrale de Madagascar (BCM), 2009-2010. Rapports annuels. Direction des études, Antananarivo. www.banque-centrale.mg

Banque Mondiale/CIRAD, 2011. Agricultural Markets in Madagascar : constraints and opportunities. Madagascar ESW, Report No. 66028-MG, Agricultural and Rural Development Unit (AFTAR), Country Department AFCS4, Africa Region.

Carimentrand A., 2011. Etude de filière : riz. *Marchés agricoles à Madagascar : contraintes et opportunités*. Banque Mondiale/CIRAD.

Dabat, M-H. 2001. Aperçu des utilisations agro-industrielles du manioc à Madagascar. Contribution au rapport final. Analyse de la filière manioc, Projet FOFIVA/EARRNET. CIRAD/CA/CALIM.

David-Benz H., P. Rasolofo et S. Andriamparany. 2010. Observatoire et Plateforme de Concertation: deux outils complémentaires d'aide à la décision pour la filière riz à Madagascar. OPDE 2010, Aide à la décision et gouvernance, Montpellier, 25-26 oct. 2010.

Dostie B., Randriamamonjy J. et L. Rabenasolo. 1999. La filière manioc: amortisseur oublié des vulnérables. INSTAT, Programme Ilo/USAID.

GASSI Développement – DGPRH, janvier 2009. Analyse de l'exploitation des ressources halieutiques malgaches dans le cadre de protocoles d'accord de pêche.

INSTAT (Institut National de la Statistique). 2012. Tableau de Bord de l'Économie de Madagascar. DG/DES, Antananarivo, n°7. www.instat.mg/pdf/tbe07.pdf

INSTAT (Institut National de la Statistique). 2011. EPM 2010.

Océanic Développement, mai 2007. Etude de faisabilité de l'évaluation des ressources halieutiques marines à Madagascar, deuxième phase, propositions de campagnes à la mer.

Office National de Nutrition, 2010. Evaluation du Plan National d'Actions pour la Nutrition (PNAN 2005-2009). Anta-

nanarivo.

PAM-UNICEF, Comprehensive Food and Nutrition Security and Vulnerability Assessment (CFSVA+N) : Rural Madagascar 2010.

Kasprzyk Z. et N. Randriamiarisoa, 1990. Production, Commercialisation Et Consommation Des Produits Halieutiques A Madagascar : Synthèse Des Analyses Et Des Problèmes (Tome I). Ministère de la Production Animale (Elevage et Pêche) et des Eaux et Forêts, FAO.

Kasprzyk Z. et N. Randriamiarisoa, 1990. Production, Commercialisation Et Consommation Des Produits Halieutiques A Madagascar : Etude Socio-économique De La Commercialisation Et Consommation Des Poissons (Tome II). Ministère de la Production Animale (Elevage et Pêche) et des Eaux et Forêts, FAO.

Minten B. et P. Méral (2005), International trade and environmental degradation: A case study of the spiny forest in Madagascar. WWF MWIOPO.

Razafimandimby S., 2011. Etude de filière : manioc. *Marchés agricoles à Madagascar : contraintes et opportunités*. Banque Mondiale/CIRAD.

Système des Nations Unies (SNU), 2009. Évaluation de vulnérabilité I. Groupe de travail inter agence de suivi de la vulnérabilité. Antananarivo

Vidal-Mbarga H., 2011. Etude de filière : maïs. *Marchés agricoles à Madagascar : contraintes et opportunités*. Banque Mondiale/CIRAD.



DE L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE AGRICOLE POUR MADAGASCAR : RECOMMANDATIONS

Henintsoa Rasoarimbola

Ingénieur agronome, YLTPienne promotion 2014

Hafaliana Andriambololona

Ingénieur agronome, YLTPien promotion 2014

Njaka Rajaonarison

Agronome, Spécialiste en Entrepreneuriat, YLTPien promotion 2006

SOMMAIRE

Sommaire	24
Liste des acronymes	25
Introduction	26
1. Axe transversal	26
1.1. Restructuration des services étatiques	26
1.2. Renforcement du partenariat public-privé	27
1.3. Optimisation de la fiscalité	27
1.4. Désenclavement de plusieurs zones de production agricole	27
1.5. Facilité d'accès au foncier et sécurisation des terres	27
1.6. Coopération de l'Etat avec les universités et les institutions de recherche	27
1.7. Accès à l'éducation et à la formation	27
1.8. Le suivi-évaluation	27
2. Exploitation agricole familiale	28
2.1. Contexte	28
2.2. Quels sont les éléments de politique Agricole pour soutenir la réalisation d'une révolution agricole à Madagascar en considérant l'angle de promotion de l'agriculture paysanne ?	28
2.3. Vision PSAEP/PDDAA pour le secteur AEP	28
2.4. Approche	28
2.5. Démarche de prise en compte des EAF	28
2.6. Aménagement des espaces de production en faveur des EAF:	29
2.7. Coordination, suivi et facilitation des interventions	30
2.8. Gouvernance et rôle des CTD (transversal)	30
3. Riziculture	30
3.1. Contexte	30
3.2. Vision	31
3.3. Promotion de l'intensification de la riziculture	31
3.4. Aménagement et réaménagement d'infrastructures	31
3.5. Valorisation des résultats de recherche	31
3.6. Accès au crédit	31
3.7. Sécurité collective	32
4. Agribusiness	32
4.1. L'agribusiness selon la vision du PSAEP	32
4.2. Elaboration d'une stratégie marketing nationale pour un ciblage et un positionnement clairs	32
4.3. Focalisation géographique : définition des pôles	33
4.4. Convergence des actions et appui pour une meilleure compétitivité et une modernisation de l'agriculture	33
4.5. Approche chaîne de valeurs	33
4.6. Balises à mettre	34
4.7. Définition des rôles des acteurs	34
4.8. Coordination et suivi	34

LISTE DES ACRONYMES

AEP	Agriculture Elevage Pêche
AUE	Association des Usagers de l'eau
CAADP	Comprehensive Africa Agriculture Development Programme
CDR	Conseiller en Développement Rural
CIRDR	Circonscription de Développement Rural
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DRDR	Direction Régionale de Développement Rural
EAF	Exploitation Agricole Familiale
EPM	Enquête par Ménage
IDE/FDI	Investissement Direct Etranger
FES	Friedrich-Ebert-Stiftung
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
IMF	Institution de Microfinance
LPAEP	Lettre de Politique Agriculture, Elevage et Pêche
NEPAD	Nouveau Partenariat Pour le Développement de l'Afrique
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OPCI	Organisme Public de Coopération Intercommunale
OSC	Organisation de la Société Civile
PCRIZ	Plate-forme de Concertation sur le RIZ
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (CAADP)
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PSAEP	Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche
PTF	Partenaire Technique et Financier
SAKSS	Strategic Analysis and Knowledge Support System
SNFI	Stratégie Nationale de la Finance Inclusive
SRA	Système de Riziculture Améliorée
SRAT	Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
SRI	Système de Riziculture Intensive
STD	Service Technique Déconcentré
ZIA	Zone d'Intensification Agricole

INTRODUCTION

Madagascar ne dispose d'aucune politique agricole qui lui permet d'avoir une vision à long et moyen terme et de planifier des actions cohérentes. C'est la raison principale qui justifie l'urgence d'avancer dans le processus d'élaboration du PSAEP¹. En effet, il n'est pas indiqué pour l'administration et les autres acteurs de naviguer à vue et de décoller sans feuille de route pour parvenir au développement du monde agricole.

Rappelons que le processus PSAEP a commencé en 2007 pour Madagascar et tient ses principes et fondements du PDDAA/CAADP² qui a été adopté à Maputo en 2003 par les acteurs africains sous l'égide du NEPAD³. Le processus a été interrompu en 2008 à cause des événements politiques nationaux. Par la suite, le COMPACT⁴ a été signé en 2013.

Dans le but d'intégrer les principes du PDDAA/CAADP dans la future politique agricole à Madagascar, la FES a organisé un « Atelier des Experts » et une Conférence Internationale sur « L'agriculture à Madagascar: Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole? » en juillet 2014.

Le présent document est la suite de ces événements. Il a pour objectif d'enrichir les débats d'idées en avançant des recommandations que les auteurs ont jugé être importantes.

Les recommandations sont présentées en quatre sections. L'axe transversal regroupe les points communs à considérer pour le secteur agricole. Seront traitées, par la suite, les spécificités concernant l'exploitation agricole familiale, la riziculture et l'agrobusiness.

Avec ces recommandations, la Friedrich-Ebert-Stiftung, ses partenaires et les auteurs espèrent contribuer au processus d'élaboration d'une politique agricole nationale à Madagascar.

1. Axe transversal

Relancer l'économie de Madagascar signifie appuyer son Agriculture, car presque 80% de la population travaille dans ce domaine et 30% du PIB est fourni par l'Agriculture. La recherche de synergie efficace entre les programmes des partenaires, et la mobilisation de l'ensemble des « acteurs » parties prenantes vers des objectifs communs et partagés sont les raisons majeures du PSAEP. Partant des principes généraux du PSAEP dont la durabilité, l'équité, la subsidiarité pour une efficacité des actions entreprises dans la réalisation d'une vision à long terme, des recommandations par type d'acteurs sont proposées ci-après.

1.1. Restructuration des services étatiques

L'Etat a toujours interféré dans toutes les activités relatives à l'agriculture ne permettant pas ainsi à ses agents d'avoir une certaine autonomie dans leurs actions et la gestion. Les postes politiques ont presque toujours tendance à intervenir, à donner leurs mots dans les différents programmes au sein de leurs institutions au détriment des besoins réels du secteur. En plus, le budget de l'Etat alloué à l'agriculture n'a toujours pas été à la hauteur du développement envisagé du secteur agricole. Il est recommandé de redéfinir le rôle de l'Etat et de ses agents dans l'innovation du secteur agricole et de les redonner ainsi le pouvoir d'utiliser directement les 10% du budget, devant être alloué au secteur. Une restructuration des services étatiques assurerait une indépendance et une continuité de l'Etat. Il est aussi envisageable de rassembler les trois Ministères (Agriculture, Elevage, Pêche) pour l'harmonisation des interventions au niveau régional et locale, pour une diminution des coûts des différentes infrastructures et interventions, communes à ces trois ministères. Pour plus d'efficacité, les agents de l'Etat doivent bénéficier de renforcement de capacité systématique, surtout ceux dans les zones reculées.

¹ Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche

² Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine/Comprehensive Africa Agriculture Development Programme

³ Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

⁴ Document d'engagement des acteurs concernés

1.2. Renforcement du partenariat public-privé

Toutes les propositions sur les différents secteurs d'activités devraient émerger des différents acteurs, encourageant ainsi la participation active de ces acteurs publics et privés. L'unification des différentes fédérations paysannes serait un poids réel face aux différents acteurs des filières. La mise en réseau de toutes les parties prenantes du secteur agriculture au niveau des districts, la redéfinition des filières porteuses par Région (valorisation des filières adéquates aux conditions agro écologiques du milieu), l'intervention des PTF le long de la chaîne de valeur de ces filières faciliteraient le suivi et l'évaluation des activités prédéfinies et optimiseraient le développement agricole du pays.

1.3. Optimisation de la fiscalité

Le recouvrement fiscal à Madagascar est encore faible. C'est toujours un défi pour l'Etat de pouvoir tirer profit le long de la chaîne de valeur dans le domaine de l'Agriculture. Toutefois, il faut augmenter la capacité de collecte de revenus, mieux s'organiser afin d'augmenter le taux de recouvrement fiscal et les réinvestir dans l'appui à la production agricole. L'atteinte des résultats prédéfinis n'est satisfaisante sans une bonne gouvernance à tous les niveaux.

1.4. Désenclavement de plusieurs zones de production agricole

Chaque village pourrait être autonome s'il est doté de financement le permettant de démarrer des activités de productions agricoles, d'installer des infrastructures et des matériels de production d'énergies, et ce même s'il est enclavé. Mais les distributions spatiales des produits agricoles et des services à l'échelle nationale ne sont pas toujours évidentes d'où le besoin de désenclaver plusieurs zones de production agricole pour une résolution à différents problèmes comme les facilités de circulation et de distribution des produits lesquelles diminueraient le coût de ces produits et contribueraient au développement économique de chaque village, la réduction des importations et surtout la sécurité de la population et de ses biens.

1.5. Facilité d'accès au foncier et sécurisation des terres

La proportion de terres arables non exploitée est encore considérable⁵, mais l'accès des Agriculteurs à ces terres ne sont pas toujours faciles. Les campagnes de sensibilisation sur les règles régissant la propriété foncière et surtout la transparence à l'accès aux étrangers des terres ne sont pas suffisantes. L'accès et le droit à l'information dans les zones reculées permettraient au moins aux populations de ces zones de connaître leurs droits et les démarches à suivre pour l'appropriation de terres. Face au taux d'analphabétisation aussi élevé, l'Etat doit mettre à disposition des agents responsables de l'information pour expliquer et faciliter les démarches à suivre.

1.6. Coopération de l'Etat avec les universités et les institutions de recherche

Les activités à travers la chaîne de valeur doivent répondre aux normes et qualités. L'environnement et la santé humaine ne sont pas à négliger car il est aussi question de trouver un bon modèle de l'agriculture pouvant assurer des produits de qualité et non seulement de quantité, avec une réglementation stricte sur l'utilisation des intrants (choix des types d'engrais utilisés, quantités optimales pour un rendement maximal, ...). C'est dans cette optique que la coopération de l'Etat avec les universités et les institutions de recherche s'avère importante. Cela peut se traduire par une augmentation des financements des recherches liées au développement de l'agriculture, la mise en pratique sur terrain et la vulgarisation.

1.7. Accès à l'éducation et à la formation

La force d'une nation est sa population (son potentiel humain). Mais une population dont la majorité ne sait ni lire ni écrire est une population qui ne pourrait pas garantir le développement de son Pays. L'accès à l'éducation est la base du développement. Savoir lire et écrire à un certain niveau ne suffit pas mais il faut un savoir-faire correspondant aux exigences de la production. Le renforcement du partenariat public-privé fait preuve d'une contribution à la réduction du taux d'analphabétisation et à l'accès à la formation. Une croissance du niveau intellectuel faciliterait le transfert de compétence dans différents domaines et pourrait être garant d'une nation jeune, épanouie et moteur du développement agricole.

1.8. Le suivi-évaluation

Le suivi-évaluation des projets et des activités du domaine agricole à l'échelle nationale est d'une grande importance

⁵ D'après les données du Programme National de Développement Rural (2006), « les sols à vocation agricole sont estimés à 15% de la superficie totale et actuellement seuls 30% sont exploités ». En termes réels, cela correspond à 8.800.000 hectares de sols à vocation agricole desquels un peu plus de six millions d'hectares pourraient encore être exploités.

en termes de références et de repère et surtout en vue d'en tirer des leçons à partir des échecs et des failles des stratégies ou de la mise en œuvre de ces activités. Un système de suivi-évaluation uniforme rend facile les tâches des entités responsables et permet une comparaison des résultats au niveau international, comme le SAKSS, un système de suivi-évaluation utilisé dans quelques pays adoptant du PDDAA.

2. Exploitation agricole familiale

2.1. Contexte :

L'économie de Madagascar demeure largement agricole. En 2010, les emplois du secteur primaire regroupant l'agriculture, l'élevage, la pêche, et la sylviculture représentent plus de 86% de l'ensemble des emplois en milieu rural et en milieu urbain, plus de 54% des emplois sont de ce secteur (EPM 2010). Ce secteur participe à 30% du PIB avec un taux de croissance annuel de 1,5% et reste donc le parent pauvre de l'économie à Madagascar, avec d'une part une faible contribution à la richesse nationale, et d'autre part, la plus forte proportion de la pauvreté et de la vulnérabilité.

Comme dans le contexte africain, les exploitations agricoles malagasy restent essentiellement à l'échelle familiale et dominant le secteur primaire⁶. Ces Exploitations Agricoles Familiales doivent faire face à l'évolution rapide et à l'importance des enjeux à la fois locaux, nationaux et internationaux. Les éléments de politiques agricoles pour soutenir la réalisation d'une révolution agricole à Madagascar doivent tenir compte ces Exploitations Agricoles Familiales.

2.2. Quels sont les éléments de politique Agricole pour soutenir la réalisation d'une révolution agricole à Madagascar en considérant l'angle de promotion de l'agriculture paysanne ?

Les Exploitations Agricoles Familiales sont des exploitations effectuant des activités de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, et de la sylviculture et dont les moyens de production sont fortement conditionnés par la structure et la composition de la famille. Ces EAF à majorité vulnérables doivent être prises en compte dans la vision de Madagascar pour le secteur AEP.

2.3. Vision PSAEP/PDDAA pour le secteur AEP:

« Madagascar en 2025, s'appuie sur une production Agricole compétitive et durable, intégrant des exploitations familiales et des unités de transformations modernisées pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportation ».

2.4. Approche

i. Participation des EAF dans la Vision PSAEP/PDDAA

☞ Dans l'atteinte de cette vision, les EAF doivent participer à la production agricole d'une manière durable avec une sécurisation de leurs activités et leurs moyens de production basés sur la famille.

ii. Mise en place des conditions cadres nécessaires aux EAF

☞ Un cadre légal favorable à l'accompagnement des EAF pour la productivité et la compétitivité du marché doit être mise en place par le Gouvernement.

2.5. Démarche de prise en compte des EAF:

i. Développement de l'agriculture contractuelle

☞ La production des EAF est sécurisée à travers un contrat avec un Opérateur Economique qui peut être une Entreprise d'Exploitation Agricole ou un Collecteur. Selon le cas, ces contrats sont approuvés par les Maires des Communes et des Conseillers en Développement Rural (CDR) qui assurent le suivi de son exécution et le respect de ses clauses.

☞ Dans les meilleurs des cas, les Maires et les CDR à travers le marketing du territoire de leur circonscription administrative font la promotion des produits de leur terroir et du potentiel de production des EAF. Selon la demande des Opérateurs Economiques, les EAF pourraient choisir les spéculations, et signer les contrats pour enfin produire sereinement.

ii. Encadrement technique, accompagnement de proximité

☞ Les Conseillers en Développement Rural (CDR), les Circonscriptions de Développement Rural (CIRDR), les Directions

⁶ Le secteur agricole est composé d'exploitation de type Entreprise, de type Patronale et de type Familiale.

Régionaux de Développement Rural (DRDR) sont les structures décentralisées pour accompagner les EAF à travers une stratégie adaptée au contexte local, les enjeux et les priorités des EAF.

- ☞ Les Fokontany, les Communes, les Districts et les Régions qui sont les structures déconcentrées, fournissent des services pour l'amélioration des conditions cadres nécessaires aux EAF à travers la gestion des Infrastructures Hydro-Agricoles, la réhabilitation d'infrastructures routières, la gestion des marchés hebdomadaires.
- ☞ Les STD et les CTD font la promotion de l'interaction entre les acteurs et les intervenants des chaînes de valeurs dans la logique du marché. La logique à adopter serait : « Ne plus produire pour vendre mais vendre avant de produire ».

iii. Formation des EAF

- ☞ Les EAF n'ont pas souvent l'esprit entrepreneurial, et elles n'ont toujours pas la possibilité de suivre l'évolution du marché, d'investir sur le long terme et d'être compétitif pour répondre à la demande du marché. Leur doter de formations professionnelles, via le partenariat public-privé contribuerait à remédier à ces failles.
- ☞ La réforme de l'enseignement technique pour mettre à disposition des EAF des techniciens agricoles intermédiaires d'une part pourrait éviter le cas de l'actuelle pyramide inversée et d'autre part contribuerait à l'institutionnalisation de la formation des EAF.

iv. Sécurisation foncière de proximité et accessible

- ☞ Un foncier accessible pour les EAF est une condition sine qua non afin de devenir un moyen de production et que le certificat foncier soit un outil de mise en valeur du terrain.

v. Facilitation de l'accès aux intrants et aux semences

- ☞ Les intrants et les semences à travers l'agriculture contractuelle sont fournis par les Opérateurs Economiques. Les Communes à travers le recensement des activités des EAF et de leurs moyens de production peuvent planifier leurs besoins en intrants et en semence et faire un appel d'offre aux fournisseurs. Le suivi pourrait ensuite être exécuté par les CDR, le CSA et les CIRDR.

vi. Assurance adaptée au besoin des Exploitations Agricoles Familiales

- ☞ Les EAF ont besoin d'assurer leur récolte. Peu d'assureurs ont des offres adaptées aux EAF. Sans assurance, la vulnérabilité des EAF face aux risques et catastrophes, induits par le changement climatique va augmenter et accentuer le cycle de la pauvreté.
- ☞ La promotion des industries productives d'intrants et de semences par l'Etat est sollicitée par les acteurs des chaînes de valeurs malagasy y compris les EAF pour assurer une productivité et une compétitivité durable face aux marchés national et international. Les semences et les intrants de qualité sont les maillons manquant de ces chaînes de valeur.

vii. Allègement des intérêts et de la garantie au niveau des IMF

- ☞ Les offres des banques et Institutions de Micro-Finance pour des prêts aux EAF ne répondent pas à leurs besoins. Les EAF ont besoin d'une Banque à capitaux à risque avec un taux d'intérêt ne dépassant pas les 5%, avec la participation de l'Etat comme garant de sa solvabilité.

2.6. Aménagement des espaces de production en faveur des EAF:

- ☞ Le rôle de l'Etat dans les schémas d'aménagement est à clarifier surtout au niveau du Schéma Régional d'Aménagement de Territoire (SRAT) pour une effectivité d'une viabilisation du territoire, afin que le privé avec les EAF se consacrent plutôt sur l'exploitation.
- ☞ Bien qu'il y ait des schémas d'aménagement communaux ou intercommunaux dans certaines communes, ceux-ci ne sont pas mis à dispositions de tous les EAF. A travers ces schémas d'aménagement, les EAF connaissent les zones priorisées en fonction de ressources disponibles locales, surtout des ressources en eau, de la localisation et de la productivité des terrains des EAF, de la localisation des centres de collecte et des marchés.
- ☞ Constituer un espace réservée aux EAF les plus vulnérables dans les Schémas d'aménagement communaux ou intercommunaux est nécessaire pour l'extension de l'agriculture familiale, gérée par les Communes ou les Organismes Publiques Inter-Communaux (OPCI) et sous forme de statut spécifique comme des Réserves Foncières pour la Production Familiale.

2.7. Coordination, suivi et facilitation des interventions

- ☞ Un espace de concertation est nécessaire pour faire remonter les préoccupations des EAF ainsi que pour faciliter la prise de décision et la coordination des interventions soit au niveau local, soit au niveau national et ou international pour l'efficacité de l'aide publique au développement. Les EAF regroupées en associations ont plus de poids et jouent leur rôle suivant la spécificité des acteurs, des intérêts, des enjeux.
- ☞ Une espace de concertation nécessite des informations à jour pour qu'elle devienne un espace de décision. Un système de suivi-évaluation adapté à la fois au contexte local, national d'une part et aux différents acteurs des chaînes de valeurs en fonction de leur rôle d'autre part, est indispensable. La gestion de la statistique devient un grand défi, c'est pourquoi le PDDAA utilise la statistique nationale pour le suivi-évaluation du PSAEP. Le SAKSS (point focal) devient une valeur ajoutée pour la gestion de la statistique (pas une contrainte du PDDAA), en facilitant le réseautage entre les pays.
- ☞ Cependant une structure regroupant les EAF et orienté sur le marché est incontournable comme les coopératives. Les Coopératives malagasy doivent être réformées afin de faciliter la coordination et la facilitation du commerce et de l'encadrement soit par les CTD, les STD, les ONG, les projets/ programmes, les institutions de formation, et par le secteur privé...

2.8. Gouvernance et rôle des CTD (transversal)

La gouvernance joue un rôle dans la démarche de prise en compte des EAF, de l'aménagement des espaces de production des EAF et dans la coordination, le suivi et la facilitation des interventions par :

- ☞ Le renforcement des structures déconcentrées et décentralisées existantes surtout en matière de suivi et de fourniture de service d'appui, d'accompagnement des Exploitations Agricoles Familiales
- ☞ La clarification du rôle des CTD, STD pour assurer les services liés aux activités des Exploitations Agricoles Familiales,
- ☞ Le partage de la vision du PSAEP/PDDAA à tous les acteurs des chaînes de valeur malagasy y compris les EAF.

3. Riziculture

3.1. Contexte

Les trois sous-secteurs composants l'AEP sont la production végétale, la production animale, la gestion et l'exploitation des ressources halieutiques ainsi que la production aquacole. La riziculture fait partie des filières stratégiques de la production végétale.

Le riz a une importance économique et politique à Madagascar. C'est le principal produit cultivé par la vaste majorité des ménages ruraux, et le principal aliment de base⁷. En outre, c'est un important produit de vente dont le prix influence indirectement les revenus réels de la plupart des ménages.

Les problématiques de la riziculture en général se situent d'une part au niveau de la faiblesse des moyens de production, de la vétusté des infrastructures de la traditionnalité des techniques (exploitation de petite taille et peu intensive)⁸ d'où le faible rendement, et presque toute la production est destinée à l'autoconsommation, et d'autre part au niveau de l'inaccessibilité aux marchés et aux financements pour la capitalisation, du foncier, de l'enclavement des zones de production et de l'insécurité dans les zones reculées, rendant ainsi une grande partie des terres inexploitées.

Sur le plan institutionnel, la Plate-forme de concertation sur le riz (PCRIZ) est fonctionnelle, elle implique les secteurs privés, des organisations paysannes, de l'administration dans la gestion et la promotion de la filière. Toutefois, ses activités ne sont pas connues des acteurs à la base, ni du grand public.

⁷ Les Malagasy sont parmi les plus gros consommateurs mondiaux de riz avec 138 kg/habitant/an en milieu rural et 118 kg en brousse. La riziculture occupe 1 283 560 ha de superficie, soit 60% des terres cultivées pour une production de 3 914 175 tonnes en 2008 (<http://agir.avec.madagascar.over-blog.com/article-mecanisation-rizicole-0-2-des-exploitants-utilisent-un-tracteur-114873698.html>, 2013)

⁸ Le niveau d'équipement des riziculteurs malagasy demeure très faible. Seuls 0,2% des exploitants utilisent un tracteur avec accessoires, contre 0,1% pour le motoculteur avec accessoires. La majorité, soit 97,3% ont recours à des matériels comme l'angady (CFAMA, 2013)

3.2. Vision

L'objectif de la politique sur la riziculture, dans le cadre de la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, est de dépasser le niveau de production de riz en 2008 afin de permettre à toutes les couches de population de consommer leurs ratios quotidiens. Pour arriver à cette fin il est indispensable de passer à la modernisation de l'agriculture, et donc de la riziculture. Pour une révolution verte de la riziculture, des propositions de recommandations sont données ci-après.

3.3. Promotion de l'intensification de la riziculture

Les exploitants agricoles familiaux doivent sortir de la production rizicole d'autosubsistance et diversifier leurs cultures. La stratégie applicable dans les zones vulnérables vise en priorité à mieux assurer l'autosuffisance en riz de ces exploitants, à améliorer leur capacité à stocker leur récolte pour assurer la consommation familiale annuelle, à diversifier les productions agricoles et les activités économiques sources de revenus en fonction des opportunités locales.

La mise à disposition des calendriers culturels provenant des services de la météorologie avant les campagnes permettraient aux agriculteurs de planifier leurs activités, notamment dans le cadre du changement climatique. L'amélioration des techniques de production, la diffusion et le renforcement de l'application des nouvelles techniques agricoles telles que le SRI/SRA sont indispensables pour assurer plus de rendement.

L'accès aux intrants notamment les engrais et les produits phytosanitaires doivent être facilités en même temps que la promotion de l'utilisation à fond des fumures organiques.

L'une des alternatives la plus recommandées est de pratiquer les cultures de contre-saison, lesquelles participent à l'amélioration de la qualité du sol et contribuent à l'apport en source de revenus.

Pour les activités transversales, l'Etat doit faciliter l'accès au foncier et la sécurisation des terres. L'installation de petites, moyennes ou grandes sociétés fabricant localement des matériels de production génère des emplois et favorise également la promotion de ces matériels de production dans les zones rurales pour une mécanisation de l'agriculture et surtout de la riziculture.

3.4. Aménagement et réaménagement d'infrastructures

Les infrastructures font partie des piliers de l'agriculture. Les ouvrages hydro-agricoles sont les garants d'une disponibilité en eau pour les agriculteurs. Toutefois, la plupart de ces ouvrages n'est pas ou est mal entretenue. D'où la nécessité de renforcer la capacitation des Associations des usagers de l'eau (AUEs) et des structures de gestion de ces infrastructures. Certains ouvrages et l'aménagement de certains périmètres doivent faire objet de nouvelles études. Pour la gestion des eaux pluviales, il est recommandé de mettre en place des impluviums.

Parmi les infrastructures, la mise en place de magasins de stockage et d'unités de transformation sur place diminuerait le coût des produits finis, faciliterait la distribution de ces produits et permettrait plus de disponibilité de ces produits dans la zone de production.

Quant à la construction de marchés locaux, les lieux de construction doivent être bien étudiés et les conditions d'accès doivent être facilitées pour permettre ainsi aux agriculteurs de vendre leurs produits à l'intérieur de ces marchés.

3.5. Valorisation des résultats de recherche

Les institutions de recherches sur le riz font l'objet de financement mais les résultats de leurs activités, quoique prometteur⁹, ne sont pas vraiment palpables à l'échelle nationale. La coopération de l'Etat avec les universités et les institutions de recherche est vivement encouragée pour la recherche de variétés performantes adaptées les différents systèmes de rizicultures.

Les résultats de recherches rizicoles doivent être diffusés et vulgarisés systématiquement aux niveaux des agriculteurs. Les activités des parties prenantes (chercheurs-vulgarisateurs-bénéficiaires finaux) doivent être toujours cohérentes.

3.6. Accès au crédit

Le nombre de personnes accréditées¹⁰ auprès des institutions de microfinance (IMF) a connu une hausse malgré la

⁹ Le FOFIFA, l'Institut National de recherches agricoles, rapporte que les chercheurs atteignent des rendements de 8T/ha ou plus, ce qui, comparé à la moyenne nationale de 2,8 T/ha, nous donne un écart de rendement de 65 % (Banque mondiale, 2008)

¹⁰ en matière de taux de pénétration des ménages aux services microfinanciers, si la Snmf a prévu 13% en fin 2012, le secteur a déjà atteint les 19,5% en fin 2011, ce qui représente 838 700 bénéficiaires (<http://www.madamicrofinance.mg/>)

crise depuis 2009. La mise en application de la stratégie nationale de la finance inclusive (Snfi) prenant compte des priorités de toutes les parties prenantes, à savoir les agriculteurs doit être rigoureuse et doit atteindre le maximum de ménages et de couches sociales. Toutefois, ces IMF devraient mettre en confiance leur clientèle afin de lever la méfiance que portent celle-ci envers elles.

Une collaboration de l'Etat avec ces institutions et les différents fournisseurs de matériels et produits agricoles pourraient favoriser l'accord d'un taux préférentiel pour le crédit agricole et faciliteraient l'accès à ces produits et donc à la modernisation de la riziculture. Cette collaboration permettrait également la reprise des concours agricoles, une motivation pour les riziculteurs.

3.7. Sécurité collective

La sécurité doit faire partie des premières préoccupations de tous. Cependant elle est encore précaire, surtout dans les brousses. Le renforcement de la sécurité en milieu rural et la mise en place d'une sécurité pour tous sont primordial. L'insécurité dans la plupart des zones reculées et désenclavées incite les populations villageoises à changer de zone d'habitation après chaque attaque des « dahalo », d'où l'impossibilité de faire une agriculture même à cycle court et d'où l'inexploitation de certaines rizières.

L'application des « dina » dans certaines régions de Madagascar résout en partie ce problème d'insécurité, mais les interventions des forces de l'ordre ainsi que la collaboration de celles-ci avec les « Fokonolona » et le secteur privé doivent être renforcées.

4. Agribusiness

Le pays doit prendre compte du fait que son agriculture est loin d'être performante¹¹, et celle-ci occupe une part importante de la population active. Il serait utopique de vouloir transférer vers d'autres secteurs une grande partie de cette main d'œuvre à court et moyen terme. Par contre, il est bien possible d'améliorer cette performance.

Bien que ces derniers temps, on parle beaucoup de FDI¹² et d'exploitation des ressources minières et autres du sous-sol, Madagascar doit faire attention et être réaliste. La réalité dans le monde démontre qu'il n'existe pas de corrélation systématique entre prospérité et ressources disponibles, et entre pauvreté et manque de ressources¹³.

L'économie de Madagascar aura une bonne base si son agriculture est transformée en une agriculture durable, performante, compétitive et tournée vers le marché.

4.1. L'agribusiness selon la vision du PSAEP

L'agribusiness tient une place importante dans la vision 2025 convenue tout au début du processus d'élaboration de la politique de développement du secteur AEP. Toutefois, cette vision suppose un bon équilibre, une complémentarité et une harmonie entre les notions suivantes :

- ☞ exploitations familiales et unités industrielles ;
- ☞ sécurité alimentaire et exploitation du marché extérieur.

Par la suite, l'agribusiness doit aussi atteindre les objectifs de compétitivité, durabilité et modernisation.

4.2. Elaboration d'une stratégie marketing nationale pour un ciblage et un positionnement clairs

En agribusiness, se hasarder à attaquer un marché ne vaut pas la peine si la quantité produite est insignifiante et irrégulière, si le vendeur n'a pas le moindre pouvoir de négociation, si les producteurs ne sont pas professionnels et ne peuvent pas assurer la qualité. Ce principe est valide dans les deux cas du marché intérieur et extérieur. Ainsi, pour une meilleure efficacité, il faut élaborer une stratégie marketing nationale. Pour ce faire, il est utile, dans un premier temps, de sélectionner et caractériser les marchés à viser et les parts de marché voulus, les spéculations/chaînes de valeur à promouvoir au niveau national et régional. Une sélection des couples produits-marchés devrait se faire d'une manière participative avec les acteurs publics et privés concernés. Cette sélection devrait tenir en compte de l'existant¹⁴ et des

index.php/chiffres-cles/statistiques.html, 2011)

¹¹ faible rendement, production irrégulière, mauvaise qualité, problèmes phytosanitaires, taille réduite des exploitations

¹² Foreign Direct Investment

¹³ « L'agribusiness au secours de la prospérité de l'Afrique », Kandeh K. Yumkella et al., ONUDI, 2011, p.25

¹⁴ Existant : type de sol, de climat, surface disponible, production actuelle, autres politiques sectorielles, PNAT, SRAT

opportunités et tendances du marché national et international. Pour ce faire, des études devraient être faites et suivies d'un processus de validation par étape : au niveau régional et national.

4.3. Focalisation géographique : définition des pôles

Par la suite, il faut une focalisation géographique par la réidentification des pôles spécifiques à certaines spéculations et la réidentification des ZIA¹⁵. Les pôles seront de deux types séparées ou mixtes:

- ☞ Type 1 : les zones déjà occupées avec des exploitants déjà opérationnels, caractérisées par la présence de petits exploitants qui seront structurées en cluster en liaison avec de plus grandes entreprises agroindustrielles nationales ou internationales. Ce sera par exemple le cas de l'aviculture, de la production laitière...
- ☞ Type 2 : nouvelles zones où seront installés de nouveaux investisseurs nationaux ou internationaux. Dans ce cas, il faut accompagner la mise en place des ZIA avec une politique de migration comme il s'agit de grandes exploitations de plus de 100ha.

Ce zonage devrait aboutir automatiquement à l'identification des couples opérateurs-marchés dans les pôles sélectionnés.

4.4. Convergence des actions et appuis pour une meilleure compétitivité et une modernisation de l'agriculture

Les actions à mener et les appuis à délivrer dans le cadre de la promotion de l'agribusiness devraient être concentrés sur les acteurs, spéculations et pôles présélectionnés, résultats des ciblage, positionnement et zonage.

Ces actions et appuis porteront sur les points énumérés ci-après :

- ☞ recherche-développement ;
- ☞ formation : entrepreneuriat rural, techniques et métiers agricoles ;
- ☞ production et distribution d'intrants (semences, produits de traitement, fertilisants) ;
- ☞ facilitation de l'accès aux marchés : mise en relation commerciale, amélioration de la visibilité, accès aux services de certification, promotion commerciale ;
- ☞ mise en place de normes et réglementations, services de certifications ;
- ☞ prise de mesures de facilitation : fiscalité, procédure administrative, procédure à l'importation et à l'exportation, procédure à l'acquisition de terrain ;
- ☞ sécurisation ;
- ☞ construction ou réfection de routes ;
- ☞ facilitation de l'accès au financement : création de banque de développement, offre de taux préférentiel, densification des caisses des IMF, nouvelles offres de crédit à moyen et long terme, subvention ;
- ☞ création de services d'assurance aux activités d'agribusiness ;
- ☞ mise en place d'infrastructures de production, d'irrigation, de traitement post-récoltes, de stockage, de transformation, de conditionnement, de commercialisation ;
- ☞ programme de transferts de technologie et d'équipements ;
- ☞ transport (routier, aérien, maritime) et logistique (chaîne de froid, chambre froide à l'aéroport...)

Ces actions devraient être menées par l'Etat en synergie avec les divers départements concernés, les investisseurs et les bailleurs de fonds et en harmonie avec les autres secteurs. Priorités sont données aux actions qui conduisent à la compétitivité des exploitations nationales, compte tenu de la vulnérabilité des acteurs nationaux : mise aux normes, renforcement de capacité, équipements.

4.5. Approche chaîne de valeurs

L'objectif de chaque acteur de la chaîne et celui de la chaîne de valeur en générale est la création de valeur avec une orientation vers le marché. Les actions seraient priorisées et financées si celles-ci conduisent à éliminer le goulot d'étranglement (relatifs aux facteurs de production) d'une chaîne de valeur déjà sélectionnée et par conséquent amé-

¹⁵ Zones d'Investissements agricoles

liorera la compétitivité des acteurs.

4.6. Balises à mettre

Des mesures devraient être prises pour que :

- ☞ l'agribusiness ne remette pas en cause la sécurité alimentaire. L'occupation des surfaces agricoles relatives aux cultures d'exportation ne doit pas concurrencer celles relatives aux cultures assurant l'alimentation de bases de la population malagasy (riz, légumes...).
- ☞ les pratiques agricoles soient durables en respectent l'ordre social et l'environnement.

Un comité de suivi intégrant des représentants de l'Etat, des OSCs, des bailleurs, et des communautés de base, des zones d'implantations doit être obligatoire pour toutes grandes exploitations dont les modalités de constitution et de fonctionnement ainsi que les attributions devraient être fixées par décret interministériel.

4.7. Définition des rôles des acteurs

Une bonne répartition des tâches devrait être mise en place et respectée pour que les actions de développement de l'agribusiness puissent produire les effets escomptés.

- ☞ La promotion de l'agribusiness est dirigée par le ministère de l'agriculture mais implique les autres départements concernés : commerce, industrie, formation, pêche, forêt, élevage, environnement, affaires étrangères, économie.
- ☞ Le Bureau des Normes, sous tutelle du ministère du commerce s'occupe de l'élaboration de normes relatives aux produits agricoles.
- ☞ Les producteurs doivent être tous regroupés au sein des Chambres d'agriculture, les industriels, les traders sont regroupés au sein des Chambres de Commerce et d'Industrie.
- ☞ Les acteurs doivent être professionnalisés et identifiés formellement, donc groupés et structurés. Des cartes professionnelles seraient délivrées dans chaque métier pour chaque acteur.
- ☞ Le Centre de Services Agricoles est censé organiser la rencontre entre les besoins des agriculteurs et les offres de services des prestataires.
- ☞ Une agence de promotion de l'entrepreneuriat rural serait adéquate pour s'occuper de la sensibilisation et de la formation en entrepreneuriat rural.
- ☞ Le FRDA est l'entité qui gère le basket fund et coordonne les activités d'appui au développement rural.
- ☞ Des cahiers de charges bien définis devraient être signés avec les investisseurs. Les investisseurs étrangers seront ainsi obligés de créer une alliance avec les acteurs locaux s'ils veulent entrer dans le domaine de l'agribusiness.

4.8. Coordination et suivi

Une cellule de coordination et de suivi au niveau du Ministère de l'Agriculture pilotant la mise en œuvre de la stratégie marketing nationale en agribusiness mettrait à jour annuellement la liste des couples produits-marché, la liste des pôles et celle des acteurs. La cellule s'occuperait également du suivi-évaluation et mettrait à disposition une base de données statistiques modernes, interactives avec cartographies, ouvertes à l'administration mais également aux investisseurs.





Conférence internationale sur « L'agriculture à Madagascar: Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole? »

FICHE TECHNIQUE

Contexte et justification

2014 a été déclarée par l'Union Africaine (UA) « Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ». La question agricole figure désormais plus que jamais de façon prééminente sur l'agenda du continent. 70% des Africains et 80% des Malgaches dépendent directement de l'agriculture pour leur survie économique. Malgré les grands discours selon lesquels l'Afrique pourrait devenir un jour le grenier alimentaire du monde la réalité reste incertaine. La plupart des pays africains, dont Madagascar, doivent importer une toujours plus grande partie de leurs besoins alimentaires. L'Afrique est le continent le plus dépendent en importations alimentaires.

La crise alimentaire de 2008 a aggravée une situation déjà alarmante. Les prix des denrées de base, comme le riz et le blé, ont fortement augmenté. Il est donc de plus en plus difficile pour la population pauvre de s'approvisionner en ces denrées.

Selon le rapport le plus récent de l'Union Africaine (UANEPAD: Agriculture in Africa – Transformation and Outlook) :

- ☞ L'Afrique dépense annuellement 40 milliards d'USD en importations de nourriture
- ☞ 50% des terres arables non-exploitées dans le monde se trouvent en Afrique.
- ☞ Le rendement obtenu par les petits paysans africains (dont beaucoup font de l'agriculture de subsistance) est dix fois inférieur à celui obtenu en Chine ou aux Etats-Unis (production de céréales/riz)
- ☞ Objectif de l'UA: non seulement assurer la sécurité alimentaire, mais aussi devenir le grenier alimentaire du monde.
- ☞ Selon l'UA: la croissance dans le secteur de l'agriculture est 11 fois plus effective pour la réduction de la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs.
- ☞ L'UA envisage "un développement économique entraîné par l'agriculture-en Afrique "

Madagascar n'a pas jusqu'ici réussi une politique de développement agricole cohérente avec des objectifs à long terme. Les politiques agricoles des régimes précédents étaient souvent des projets ponctuels pour donner des solutions immédiates à des urgences. Elles ont été fréquemment modifiées – non selon les nécessités économiques et sociales, mais au rythme des changements de dirigeants politiques. Une politique agricole réussie est la meilleure stratégie contre la pauvreté. Sans la modernisation et une révolution dans le secteur agricole, Madagascar ne pourra pas réussir.

L'Union Africaine qui a déclaré 2014 Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire avance que la croissance économique dans le secteur agricole est beaucoup plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs.

La révolution verte n'est pas une chimère, elle est possible. Les pays de l'Asie du Sud-Est qui partagent des affinités

culturelles avec Madagascar, et qui ont également des agricultures basées sur la riziculture, présentent notamment un exemple réussi d'une modernisation agricole réalisée à travers des petites fermes travaillant à haute intensité de main d'œuvre. Cela pourrait être une piste à suivre pour Madagascar où presque 80% de la population travaille dans l'agriculture (de subsistance pour la plupart).

Objectifs

Il s'agit de redémarrer la politique agricole. Le nouveau gouvernement légitimé démocratiquement est de nouveau un partenaire pour les bailleurs de fonds. Un de ses principaux objectifs est la lutte contre la pauvreté et la misère sociale et économique, qui s'est beaucoup aggravé depuis 2009 (le taux de pauvreté a augmenté de 68% en 2008, à 92% en 2013). La Conférence a aussi pour objectif de rappeler à tous les acteurs concernés l'urgence de cette problématique.

Méthodologie

- ☞ La Conférence donnera aux Ministères concernés l'opportunité de présenter leurs projets de développement agricole.
- ☞ Elle donnera aussi l'opportunité à la communauté scientifique et à la société civile l'occasion de présenter leurs idées pour réussir le développement rural.
- ☞ Des exemples réussis seront présentés par des experts internationaux.
- ☞ La conférence devrait conclure avec des propositions et recommandations politiques précises sur les pistes à suivre, dans l'intention de placer l'agriculture comme un des secteurs prioritaires du nouveau gouvernement.
- ☞ La Conférence sera ouverte au public intéressé. Le public visé constitue le gouvernement (Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural en premier lieu, Ministère de la Pêche et Ministère de l'Élevage en second lieu), les institutions étatiques qui touchent le développement rural en général, la communauté scientifique, les partenaires internationaux.
- ☞ En premier lieu, une étude liminaire sur l'état de l'agriculture sera réalisée par des consultants de l'ESSA, spécifiant les politiques des précédents gouvernements (qu'est-ce qui a marché et non? Quels sont les grands défis et les grandes idées?).

Partenaires

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Union Africaine/NEPAD

Date et lieu

03 et 04 juillet 2014 à l'Hôtel Carlton, Anosy Antananarivo

Déroulement

- ☞ **Première Journée** : Atelier fermé entre experts et représentants des Ministères
- Atelier préliminaire de préparation et d'échanges entre les parties prenantes et les experts nationaux et internationaux
- ☞ **Deuxième Journée** : Conférence pour public élargi



**FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG**

Conférence internationale sur « L'agriculture à Madagascar : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole? »

PROGRAMME

- 09h00** Discours d'ouverture:
- M. Marcus Schneider, Représentant Régional de la FES
 - Mme Hawa Ahmed Youssouf, Représentante Spéciale et Chef du Bureau de liaison de la Commission de l'Union Africaine à Madagascar
 - M. Roland Ravatomanga, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Madagascar
- 09h30** Rafrâichissement
- 10h00** Série de Conférences & débats :
- 10h00 – 11h00**
1. « **La politique et le contenu de PDDAA/CAADP** (Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique / Comprehensive Africa Agriculture Development Programme) »
Intervenant : M. Dr. Greenwell Matchaya, Coordinator of ReSAKSS Afrique Australe
 2. « **Le PDDAA/CAADP : Les expériences de l'Afrique Australe** »
Intervenant : M. Dr. Greenwell Matchaya, Coordinator of ReSAKSS Afrique Australe
- 11h00 – 12h00**
- 3 « **Les expériences du Rwanda dans la mise en œuvre du PDDAA/CAADP : Quelles leçons pour Madagascar? »**
Intervenant : M. Claude Bizimana, Coordinator of Rwanda's Strategic Analysis and Knowledge Support (SAKSS), Ministry of Agriculture and Animal Resources, Rwanda
 - 4 « **La révolution verte au Vietnam : Quelles leçons pour Madagascar? »**
Intervenant : M. Le Duc Thinh, Deputy Director General of Department of Cooperatives and Rural Development, Ministry of Agriculture and Rural Development, Hanoi, Vietnam
- 12h00** Pause
- 12h15 – 13h15**
- 5 « **Etat des lieux de l'Agriculture à Madagascar : Propositions d'éléments de politique agricole** »
Intervenant : M. Jean Rasoarahona, Directeur de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA), Université d'Antananarivo
 - 6 « **Stratégie de relance du secteur AEP à court terme à Madagascar** »
Intervenant : Mme Voahangy Arijaona, Directeur Général Technique, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Antananarivo
- 13h15** Déjeuner
- 14h30** Travaux de groupe
- 15h30** Restitution en plénière & débats
- 16h30** Clôture de la Conférence – Rafrâichissement



PRÉSENTATIONS EN POWER POINT DES INTERVENANTS À LA CONFÉRENCE

Dr. Greenwell Matchaya, Coordinator of ReSAKSS Afrique Australe

Claude Bizimana, Coordinator of Rwanda's Strategic Analysis and Knowledge Support (SAKSS), Ministry of Agriculture and Animal Resources, Rwanda

Le Duc Thinh, Deputy Director General of Department of Cooperatives and Rural Development, Ministry of Agriculture and Rural Development, Hanoi, Vietnam

Jean Rasoarahona, Directeur de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA), Université d'Antananarivo

Voahangy Arijaona, Directeur Général Technique, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, Antananarivo

CAADP

International Conference on

"Agriculture in Madagascar: How to make the revolution in agriculture"

"Politics and CAADP" in leaping performance of Madagascar's agriculture

Martin Bwalya (bwalyam@nepad.org)
NEPAD Planning and Coordinating Agency

Presented by DR Greenwell Matchaya, ReSAKSS-SA Coordinator (g.matchaya@cgjar.org)

3-4 July 2014



PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

Presentation Outline

NEPAD and CAADP in Transforming African Agriculture

- Why NEPAD and CAADP
- Key principles, values and goals

Gains, lessons & Insights emerging from 10 years of CAADP

- Achievements
- Lessons and insights

Implications and lessons for Madagascar

- Ensuring an implementable national agenda
- Thematic issues to deliver productivity and wealth creation
- Political-economic considerations



PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

NEPAD and CAADP in Transforming African Agriculture

The Compelling context leading up to NEPAD and CAADP

Pre-2000;

- Approx. 40% SSA population living below poverty line (under a \$/day)
- Social & Economic inequality increasing (UNEP 2002) – only continent
- No. of food emergencies tripled between the 1980s and early 2000 - only continent
- Using the Human Development Index (HDI) measure, In 2000:
 - No African country in the high HDI group
 - Small number in the medium HDI group;
 - Majority in the low HDI group (32 out of the 35 countries)
- “Tipping” into a net food importer



PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

NEPAD and CAADP – Continental Framework ...

- ✗ **By Design - NEPAD and CAADP is a political response to the poverty and food insecurity challenge**
- ✗ **Chronic food insecurity and hunger - as critical hindrance to socio- economic growth and development**



PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

NEPAD and CAADP – Continental Framework ...

The thinking leading into NEPAD and CAADP was clear that:

- Issues was more than just “more money”; it was about reforms in “the-way-business-is-done”; It was about capacity and ability
- It would take technical soundness as well as political commitment and action
- It was about Africa raising to the occasion to take and to demonstrate responsibility – including allocating financing

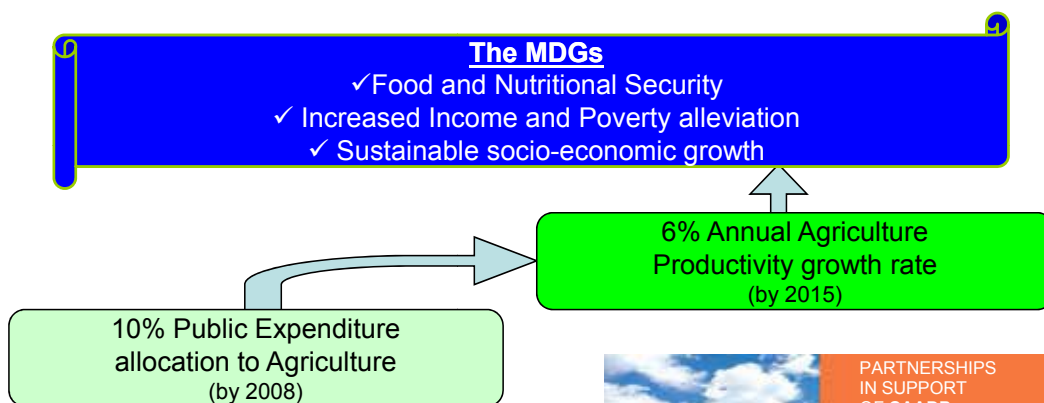


PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

Why CAADP ...

Framework to “stimulate and facilitate” capability to achieve ...



CAADP

“CAADP, meant to impact on ...”

- ✓ Quality of **planning** to ensure effectiveness and efficiency in delivery and in resource use
- ✓ **Policy environment** to provide desired incentives for both state and non-state players (Security, investments, Governance, etc...)
- ✓ **Institutional arrangements** and capacity for effective and efficient implementation



CAADP

CAADP @10

Progress, Lessons and Insights



CAADP

Some emerging issues...

- The CAADP Vision and Maputo Decision on “*the 10% public expenditure*” and “*6% annual productivity growth rate*” valid today as in 2003
- The growing public call for tangible Results and Impact. Stating “agriculture is important” is no longer enough; is in fact, this is outdated
- CAADP is compelling rethinking the “kind of agriculture” ... clear connection to wealth creation and economic growth (with equitable distribution);


 PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

Sustaining the CAADP Momentum

- Through CAADP, countries are establishing minimum pre-conditions to drive implementation:
 - Re-establishing means and capacity to Plan
 - Setting national agenda - as rallying point fostering alignment and harmonisation (e.g. across Government policies; in donor relationships)
 - Establishing Priorities and Programmes
 - Considering and building new forms of partnerships including multi-sectorialism (taking into account within and across sectors & disciplines. Agriculture linkages and collaboration, e.g. on infrastructure, on ICT, etc... would be essential for success in agriculture


 PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

CAADP is also bringing (renewed) attention to:

- Regional markets and trade (intra-regional): No optional solutions at national level. Regional trade essential for a sustainable growth agenda
- Practical measures (incentives) to stimulate and empower private sector to lead IMPLEMENTATION. Small-Medium Enterprises (SMEs) essential if the success is to be inclusive and sustainable. Affirmative policies and action may be necessary
- attaining “economic growth” is not enough; it does not automatically translate into inclusive development. Hence, deliberate policies measures and possibly affirmative action is necessary to ensure


 PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

Challenges still remain

- too much focus on the issue of public financing and development aid;
- weak inter-ministerial and inter-sectorial coordination
- multiplicity of initiatives
- Africa still food insecure and high levels of hunger & malnutrition;
- Low agric productivity; low rural incomes
- Public investments – the 10% – still low ???

PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

CAADP implementation: the next decade

PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

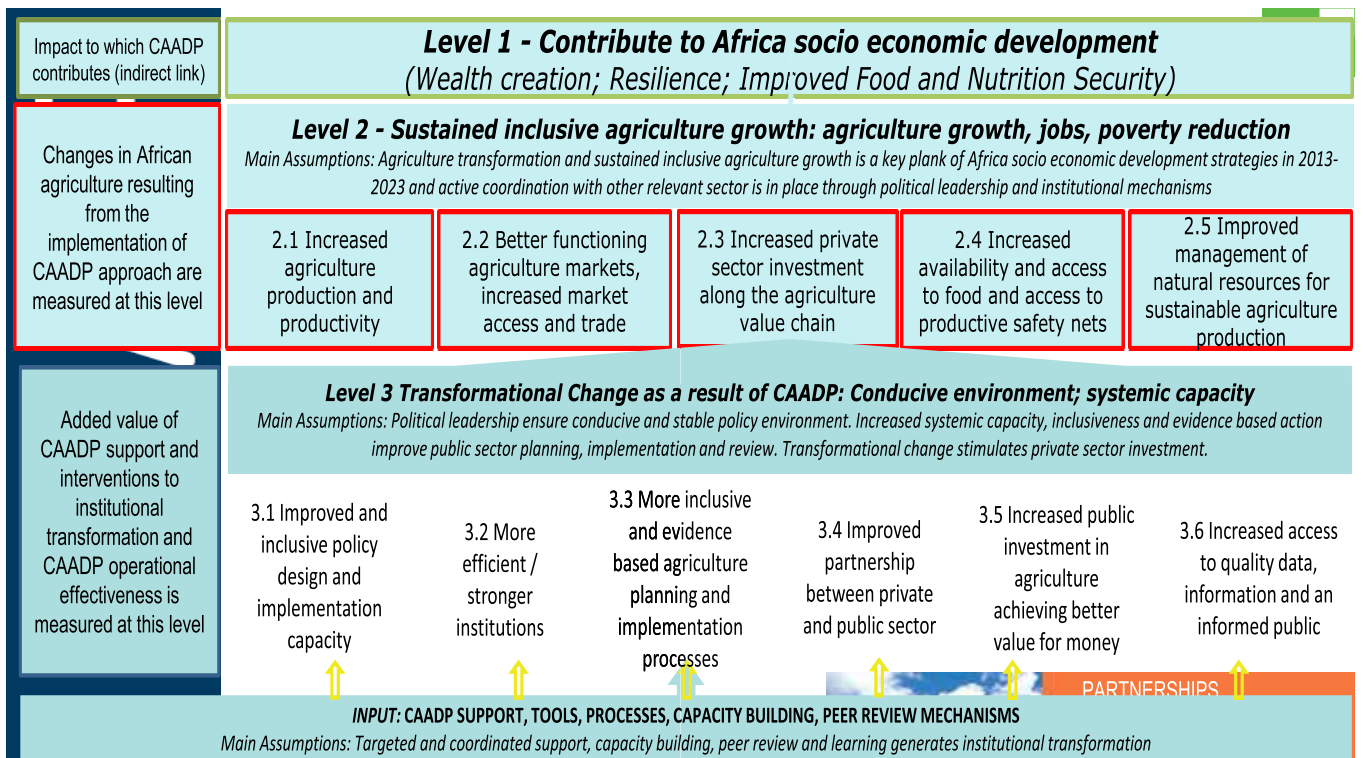
Sustaining the CAADP Momentum

... into the 2nd decade: Key Insights

Making happen “Agriculture - as driver for inclusive socio-economic growth”

- Positioning ‘wealth creation’ as primary driver for agriculture development (Jobs & Incomes)
- Deliberate policy drivers to improve Africa’s capacity to feed itself (food security and food sovereignty)
- Increase quantity and quality of public investments that leverage private investments
- A regional and inter-regional trade agenda essential for sustaining success
- Policies and Institutions

PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP



CAADP

Implications and lessons for Madagascar

IN SUPPORT OF CAADP

CAADP

Considerations for the Way forward

1. National Vision and Agenda on Economic Growth & Inclusive Development

- **Ensure in place**
 - A broad-based, long-term National Economic growth and inclusive Development Agenda
 - An agriculture development agenda and strategy to deliver defined agriculture value addition (to economic growth and inclusive development) with regard to:
 - a) wealth creation
 - b) expanding economic opportunities, jobs and income for farm families and rural populations
- **To ensure Implementation of national plans**
 - Broad national ownership (i.e. developed through an inclusive; evidence-based process/approach)
 - Align with national budget
 - Objective and realistic on resource use

IN SUPPORT OF CAADP

CAADP

Considerations for the Way forward

2. Considerations at agriculture level (within the context of CAADP implementation)

2.1 Ensure two complementary components, namely:

- **Transformation Goals:** planning and execution capacity; enabling policies and institutions; human capital; M&E and analytical capacity, and
- **Productivity and wealth creation goals:** improved/new technologies; agro-industry; targeted commodities – rice; expanding into fruit and vegetables

2.2 Provide incentive to expand agricultural-based economic opportunities through:

- increased local agro-industry
- Expanded agriculture service industry

PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

Considerations for the way forward

- **Regional markets and supply**
 - Regional trade regulatory policies and frameworks
 - Regional policy dialogues and negotiation platforms and tools
- **Political-economy and enabling environment**
 - Food, nutrition; storage and food prices (local and global)
 - Skills development (production and post-harvest processing)
 - Financing and investments (public; private)
 - Organizing rice Producer and SMEs
 - Inclusiveness (women; youth; rural; etc..)
 - Land and water

PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

CAADP

I thank You

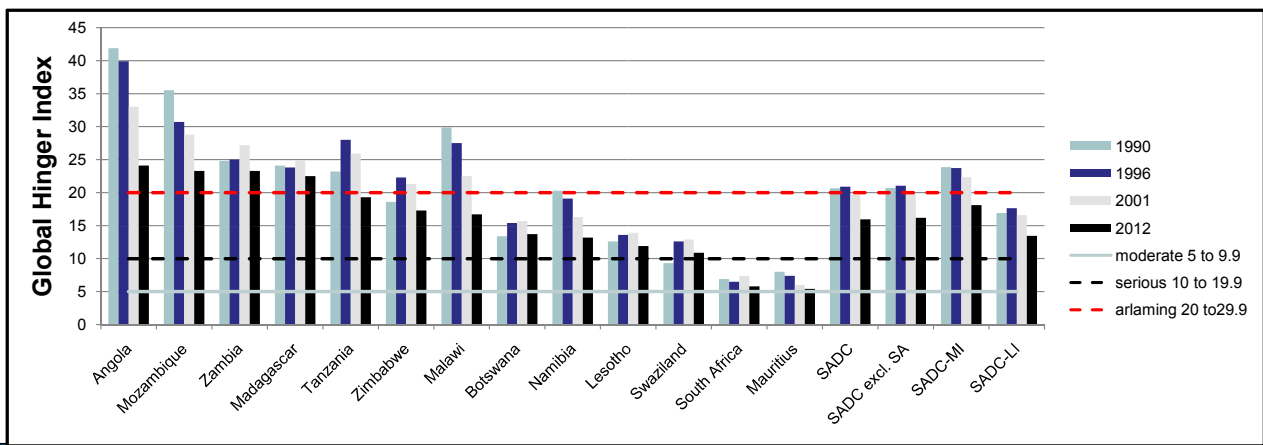
PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

The Regional Strategic Analysis and Knowledge Support Systems (ReSAKSS)

Presented at a conference titled: "Agriculture in Madagascar: How can we achieve a revolution in the agricultural sector?"

Greenwell C Matchaya, PhD, ReSAKSS-SA Coordinator /IWMI
4 March 2014
Antananarivo, South Africa

Issue: Pervasive and persistent Hunger and Malnutrition in the SADC



Source: ReSAKSS

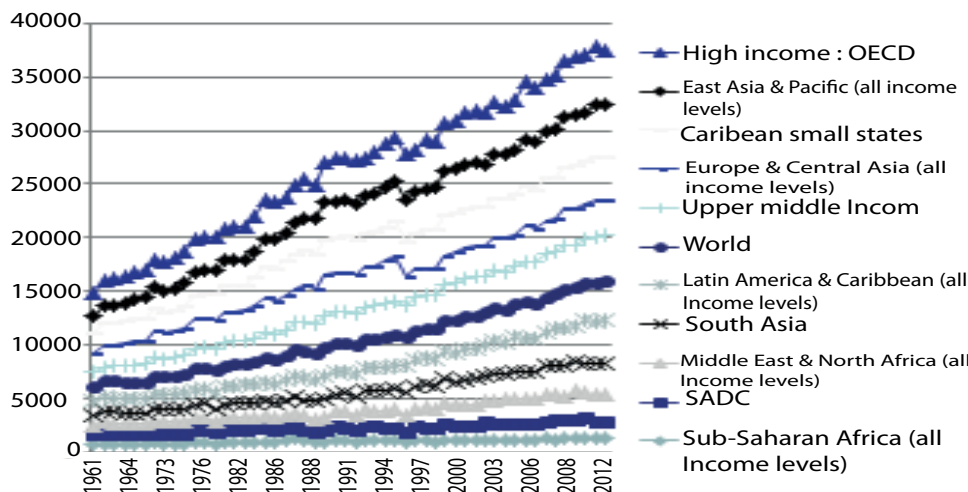
Issue: Low agricultural Growth/yields

Issue-Low cereal yields

Research Questions of interest

- Are the investments in the four pillars of CAADP leading to the achievement of agricultural growth?
- How effective, are the investments and how are the outcomes in terms of impact and sustainability?
- What are the strategies for raising agricultural productivity in Southern Africa?
- To what extent is regional agricultural trade happening and how impactful is it on food security and poverty?

Issue: Cereal Productivity in the SADC: lowest compared to other sub-regions



- Cereal productivity-lowest for Africa and SADC
- Highest in OECD & Eastern Asia
- The rate of growth for SADC is low

ReSAKSS

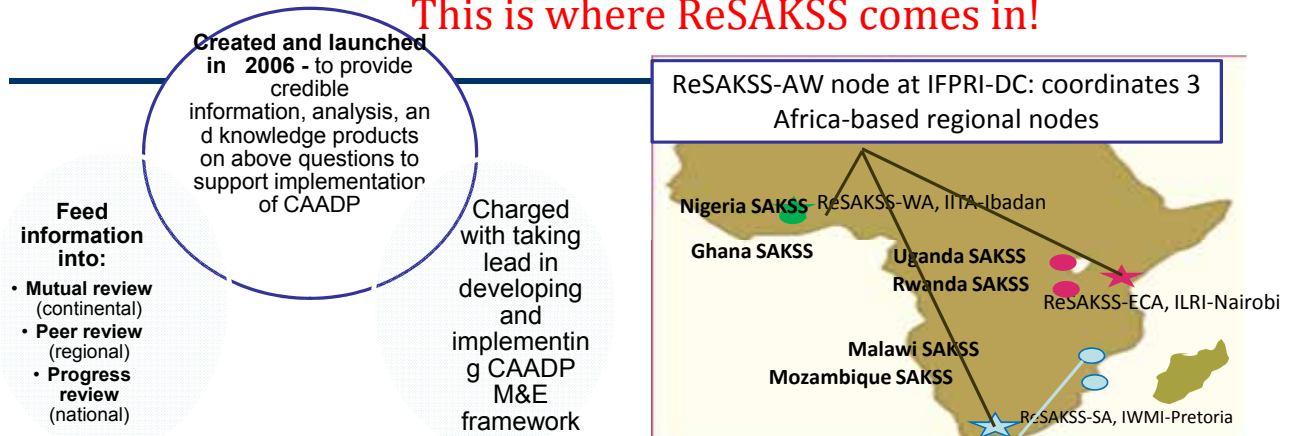
- Stands for Regional Strategic Analysis and Knowledge Support system
- Is an Africa wide initiative, supporting CAADP and regionally shared goals – **COMESA, SADC, ECOWAS**
- Provides Analysis and knowledge support for planning, review and policy dialogue for agricultural growth and poverty reduction
- 3 Sub-Regional programmes launched in Sept 2006



- ReSAKSS-SA is facilitated by IFPRI, IRLI, IITA and IWMI,
- Multi-donor initiative (USAID, Gates, (MDTF – potential))



This is where ReSAKSS comes in!



ReSAKSS/SAKSS Components and outputs-contribute to hunger reduction

- 1. Strategic analysis**
 - Why ?
 - To generate evidence for decision making.
 - Example of outputs are ATORS
- 2. Capacity building**
 - Why ?
 - To enhance ability of the region, and countries to track performance of their ag. Sectors
 - To ensure analyses of high quality for science based decision making
 - E.g Trainings, SAKSS, JSRS, CNAs; policy dialogues
- 3. Knowledge Support Systems –**
 - Why?
 - to facilitate easy access to knowledge at regional and country levels for decision making;
 - » Example: policy briefs, journal articles, JSR, G8/NA reports ..available on www.resakss.org



Examples of ReSAKSS Work that supports the CAADP

7

ReSAKSS ^{SA}
Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System

Joint Sector Review (JSR)

- A joint sector review (JSR) is one way of operationalizing the mutual accountability framework at country level
- The JSR process creates a platform to:
 - assess the **performance and results** of the agriculture sector
 - assist governments in setting sector policy and priorities
 - assess **how well state and non state actors have implemented pledges and commitments** (laid out in NAIPs, and other agreements)

ReSAKSS ^{SA}
Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System

SAKSS

SAKSS is a network of people and institutions that provides timely, credible, and evidence-based knowledge and analysis to inform agricultural and rural development

The individuals are **linked** through **collaborative research (strategic analysis), capacity strengthening, and dialogue.**

Knowledge support system:

A network that serves the evidence needs of strategy formulation and implementation.

ReSAKSS ^{SA}
Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System

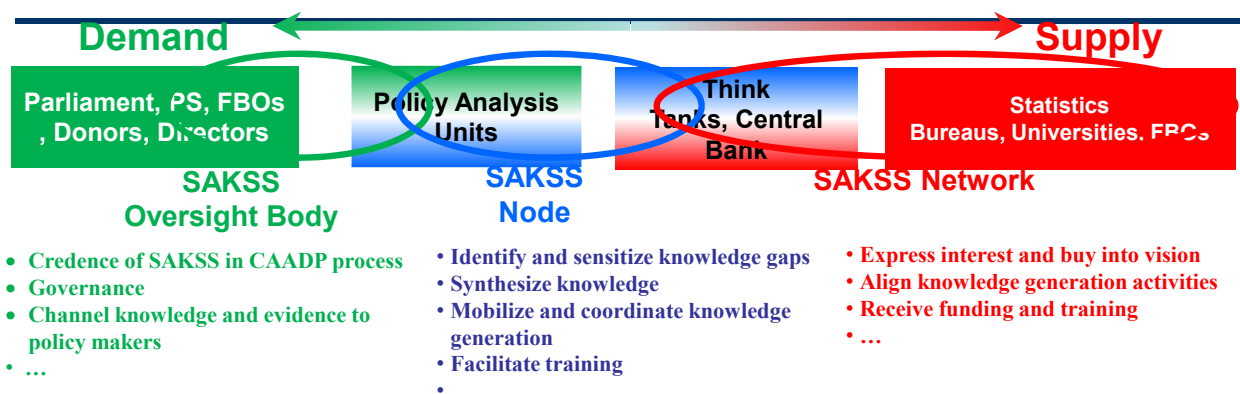
SAKSS Concepts

Strategic analysis:

An integrated framework of analysis that helps identify policy and investment options for achieving high-end development goals.

This analysis is carried out within the context of a *knowledge support system*, a network that serves the evidence needs of strategy Formulation and implementation

SAKSS: Broker of Strategic Analysis/Knowledge



SAKSS Progress to Date

ReSAKSS-WA	Operationalized SAKSS in Ghana	CNA studies in Togo, Ghana, Benin, Burkina Faso, Senegal JSR in Burkina Faso, Ghana and Senegal
ReSAKSS-SA	Operationalized SAKSS in Malawi, Mozambique and Zambia Producing country reports and briefs in, Malawi, Zambia, and Mozambique	Capacity Needs Assessment studies in Zambia, Zimbabwe, Malawi, Mozambique Joint Sector Reviews in Mozambique, Malawi
ReSAKSS-ECA	Operationalized SAKSS in Rwanda, ...	CNA studies in Ethiopia, Kenya, Tanzania, Rwanda: JSR in Ethiopia and Tanzania

Selected Activities going forward

ReSAKSS-WA	ReSAKSS-SA	ReSAKSS-ECA
Intensify operations efforts at Ghana SAKSS node	Intensify operations at the Malawi, Mozambique and Zambia SAKSS	Intensify operations at Rwanda, SAKSS
SAKSS proposal (Niger, Cote d'Ivoire, Gambia and Sierra Leone/Liberia)	Produce country reports and briefs in the Mozambique, Malawi, and Zambia SAKSS	SAKSS proposal (Burundi , Djibouti & Sudan)
Signing of SAKSS agreement (Benin, Burkina Faso, Senegal, Togo, Mali)	Capacity Needs Assessment studies in Lesotho and Swaziland- for SAKSS	Signing of SAKSS agreement (DRC, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Tanzania, and Uganda)



More information and contacts are on www.resakss.org

Or for queries related to the Southern Africa region, contact ReSAKSS-SA coordinator at g.matchaya@cgiar.org

Copy g.bahiigwa@cgiar.org at IFPRI





CAADP IMPLEMENTATION IN RWANDA

ANTANANARIVO – JUNE 3-4, 2014

CLAUDE BIZIMANA
RWANDA SAKSS



Outline

2

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

MINAGRI 2014

3

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

National Policies Framework



Feeds the District Development Plans, foundations of community Development
Decentralization Policy

Policy formulation - EDPRS II/PSTA III

Institutional transformation / human-organizational development

CAADP Background Studies

Investment Plan

- **Agriculture in Rwanda**
- Has a significant role in country's economic and social development
- Growing commitment to increase rural development budget allocation

MINAGRI 2014

Vision for the Sector

4

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

National Poverty Rate

Current 57%

54%

42%

MDG: 30%

2006/7

2015

2020

Annual Agriculture Growth Rate

Business as Usual: 4-5%

CAADP: 6%

GoR target: 8-9%

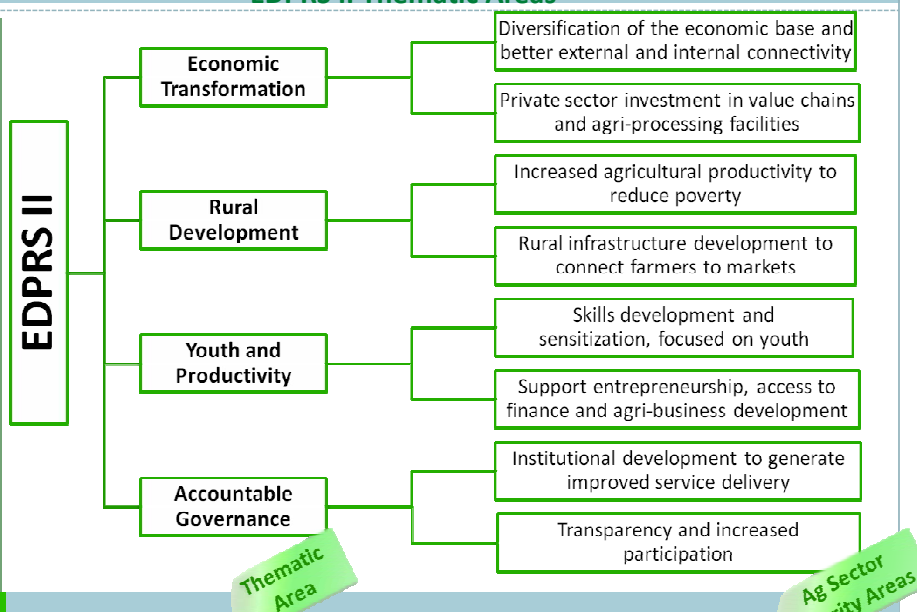
MINAGRI 2014

5

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

EDPRS II Thematic Areas



MINAGRI 2014

6

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

EDPRS II Emerging Issues

EDPRS II Cross-Cutting Issue	Integration in PSTA III	Key stakeholders
1. Capacity building	SP 4.1. Institutional capacity building will develop and implement a comprehensive human resources plan	MINAGRI, MINALOC
2. Environment and climate change	SP 4.6. Environmental mainstreaming in agriculture through soil and water conservation, fertility management, reduced pesticide hazards and climate change planning and adaptation	MINAGRI, MINIRENA, MINALOC
3. Gender and family	SP 4.5. Gender and youth in agriculture to mainstream gender considerations and sensitization in agricultural programmes and train youth	MINAGRI, MINALOC, MINEDUC, MINYICT
4. Regional integration	SP 3.1.5. Agricultural exports and cross border trade channels to strengthen regional trade and harmonize standards	MINAGRI, MINICOM, MINEAC, RBS
4. Nutrition	SP 1.7. Nutrition and household vulnerability	MINAGRI, MINISANTE, MINALOC, MINEDUC, MINYICT...

MINAGRI 2014

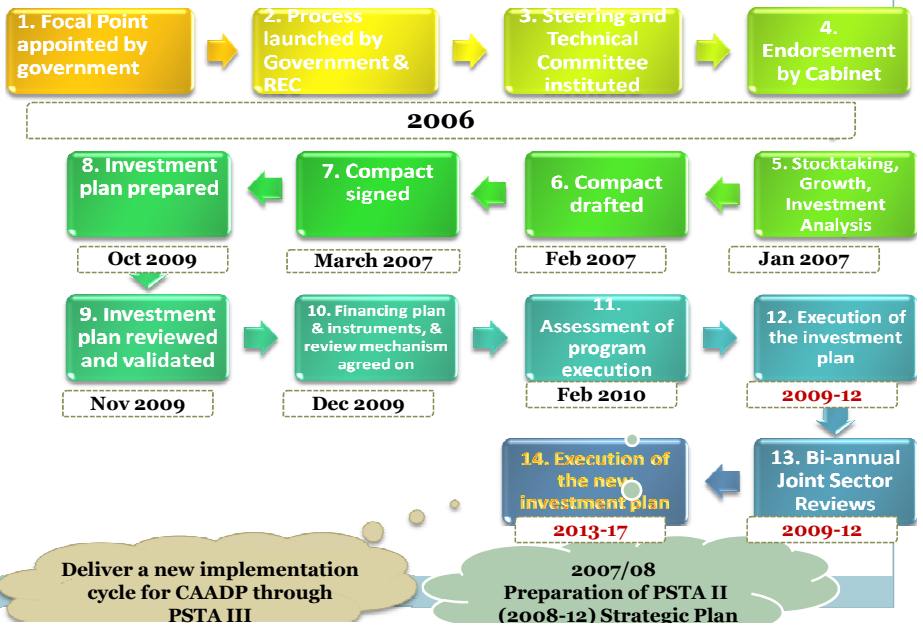
- ▶ **Gender and youth**
 - ▶ **Agricultural Gender Strategy 100% implemented**
- ▶ **Environmental sustainability**
 - ▶ **SEA implemented and environmental auditing**
 - ▶ **2000 ag practitioners trained in sustainable agriculture**

CAADP Roundtable Process

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

MINAGRI 2014

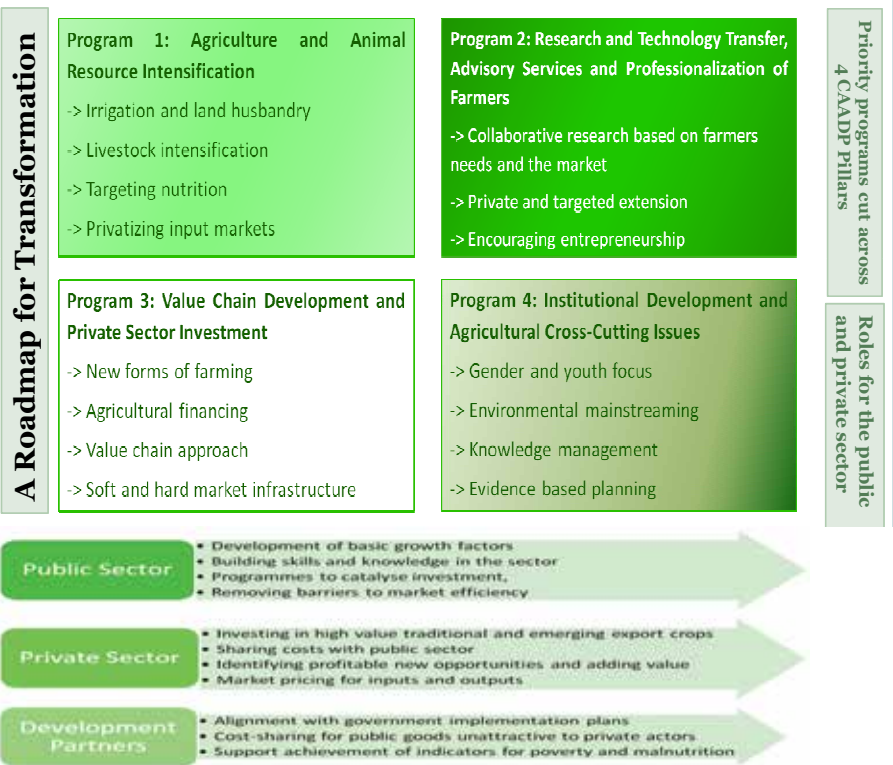


PSTA III Strategic Framework

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

MINAGRI 2014

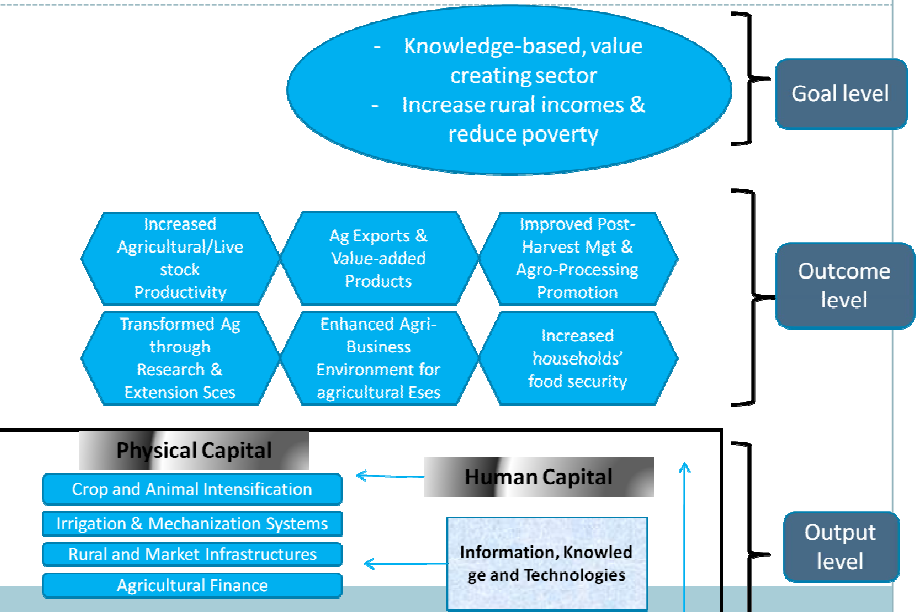


PSTA III M&E Framework

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

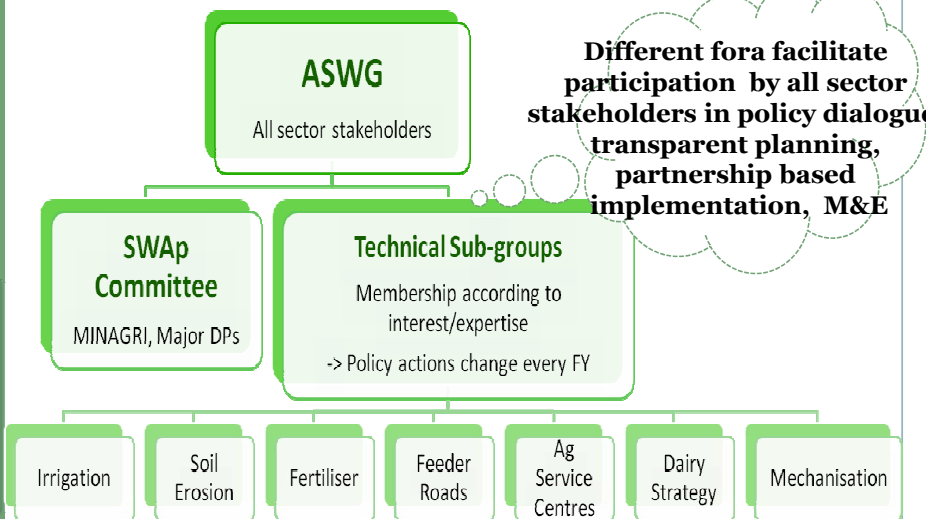
MINAGRI 2014



Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

Accountability



- ▶ Institutional and individual performance contract towards achieving goals (Yearly National Dialogue & Leadership Retreat)
- ▶ Open door policy/Accountability day
- ▶ Very sophisticated & robust system for dialogue & accountability between GoR and DPs (CPAF/DPAF) that serves as the basis for public and donor support
- ▶ Biannual JSR organized through a SWAp approach adopted in 2009 (JADF at district level) and monthly AgSWG
 - ▶ The *backward looking* JSR held in September-October assesses the sector performance, progress & challenges;
 - ▶ The *forward looking* JSR held in March-April discusses policies & action plans and sets targets for the next fiscal year

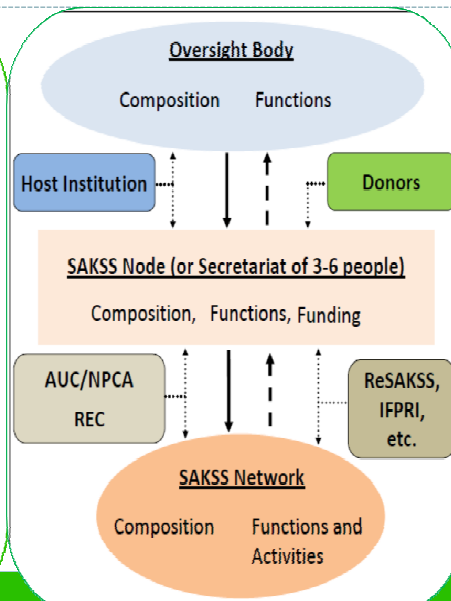
11

Country SAKSS Node

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

- ✓ Strategic Analyses and Knowledge Support Systems to Inform and Guide the CAADP Implementation Process
- ✓ Made up of 3 distinct but interrelated components: Node, Network, & Oversight Body
- ✓ Three main areas:
 - ✓ M&E of agricultural policies and investments
 - ✓ Strategic analysis to fill key knowledge gaps
 - ✓ Capacity strengthening and knowledge management



MINAGRI 2014

12

Achievements

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

- Rapid economic growth**
 - Sustained average GDP growth rate of 8% p.a.
 - Among top 25 fastest growing economies in the World
 - One of the two countries to receive an "A" rating for having an operational development strategy via its EDPRS (OECD, 201
- Governance reforms**
 - 1st Best Global Reformer (Doing Business Report 2014)
 - 2nd easiest for doing business in Africa (Doing Business Report 2014)
 - 8th in Registering property (Doing Business Report 2014)
 - Aligning donor support - 70% of ODA disbursed in FY12/13 used Government financial reporting Systems vs.43% in 2007
- The sector has made significant progress**
 - Budget (10%), growth (6%), partnerships & regional integration
 - Effective implementation of all sectoral policy actions
 - Agricultural interventions key to reduce poverty
 - Transformation of the sector increases incomes for poor rural households
 - Rural poverty fell from 61.9% to 48.7% over the last five years
 - Agriculture was directly responsible for 45% of the 12 point drop – raising 1M of people out of poverty
 - Food security and nutrition mainstreamed across the sector strategy programmes
 - Home grown solutions to help improve food and nutrition systems (CIP, Girinka Programme, Kitchen and school garden, ...)
 - Strengthened domestic policy efficiency
 - Execution rates of allocated budgets close to 100%

MINAGRI 2014

Outline

1. National Policies Framework
2. CAADP Institutional Set Up
3. Implementation (M&E and Accountability)
4. Achievements and Challenges

MINAGRI 2014

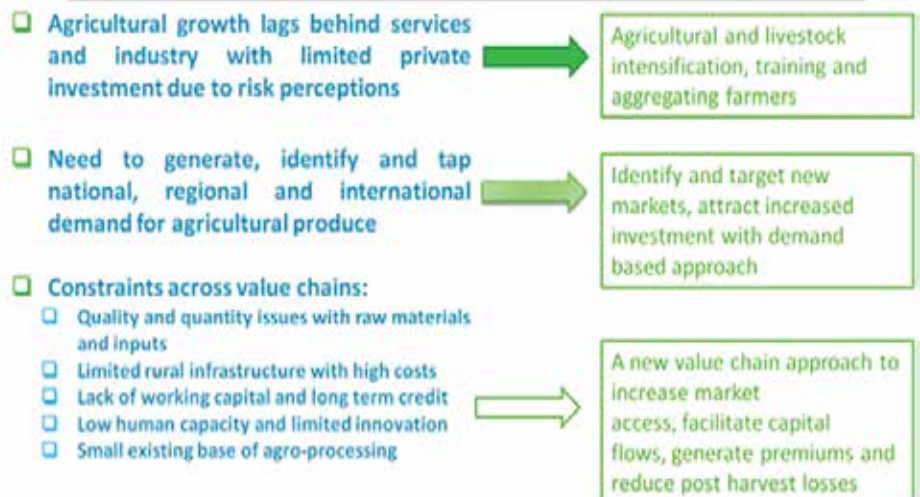
□ Sector Level

- Limited investment to sustain ambitious growth and achieve poverty reduction targets
- Multi-sectorial issues
- Capacity issues

□ Private Sector Investment and Access to Finance

- Small participation/representation of private sector in policy formulation processes
- Low capacity of private sector to drive the growth
- Weak capacity of local private entrepreneurs in agriculture infrastructure
- Risks involved in agriculture for investment
- Reluctance of financial institutions in lending agriculture

Diverse sector challenges also present opportunities for innovation and growth



claude.bizimana@gmail.com

MINAGRI 2014



RÉVOLUTION VERTE ET DES RÉFORME INSTITUTIONNELLES AU VIETNAM ET LA QUESTIONS POUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE DURABLE

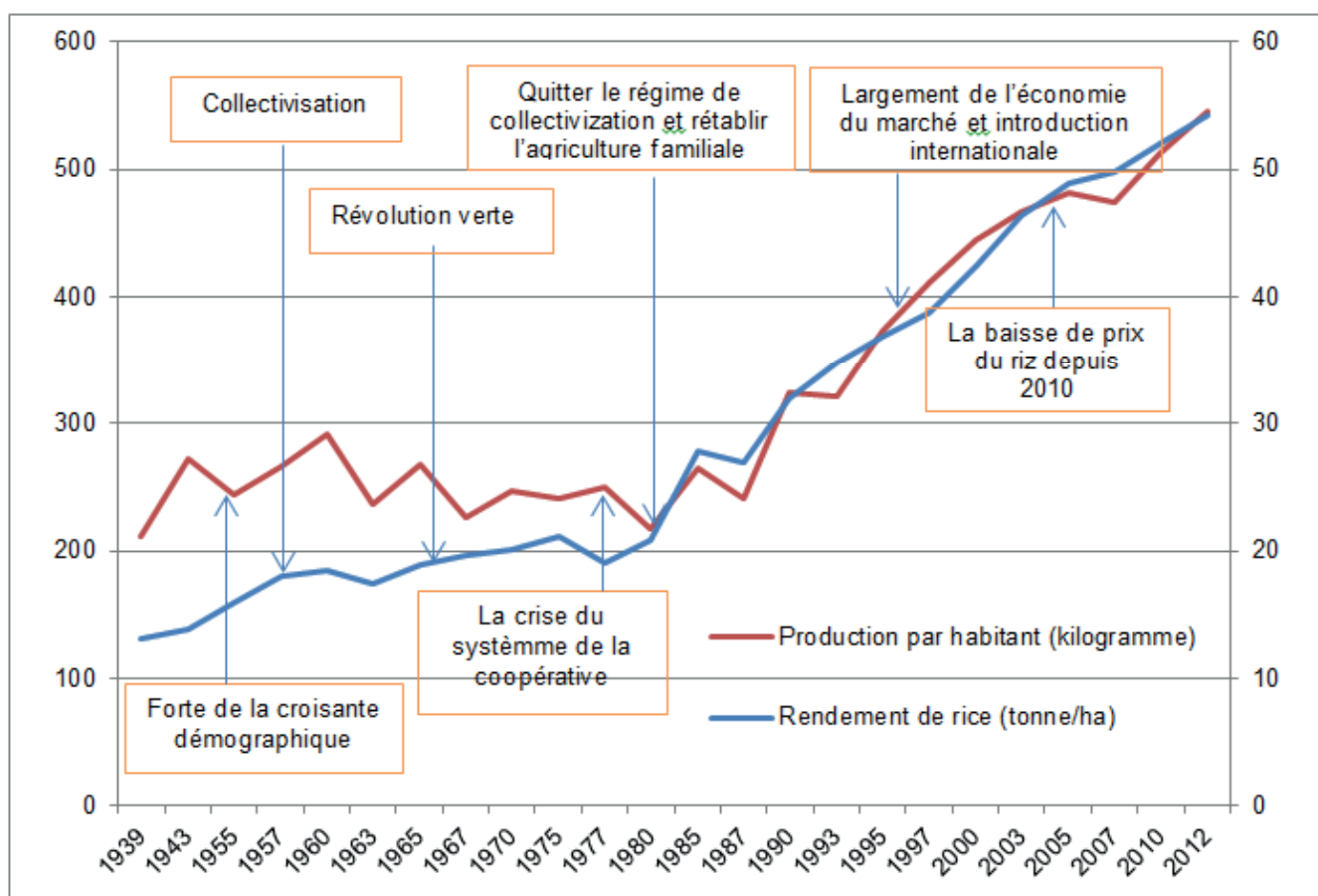
Le Duc Thinh

Antananarivo, 04.07.14

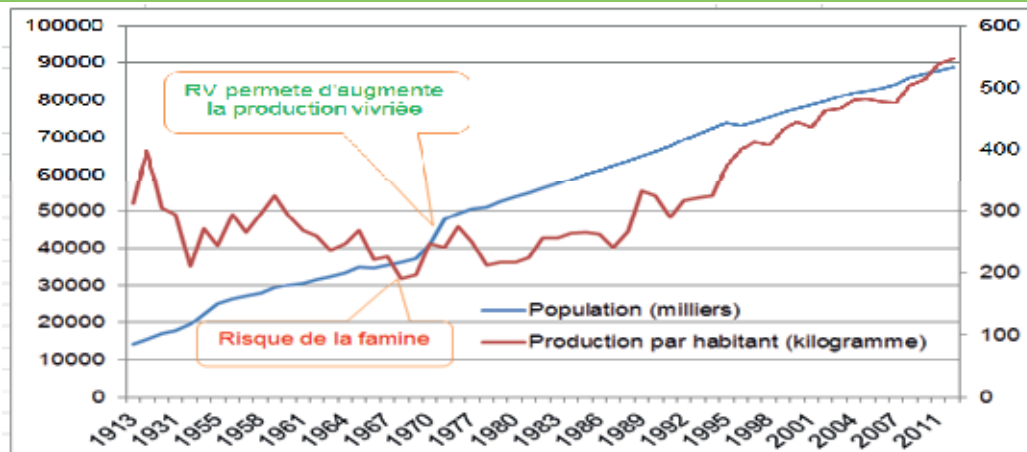
Content

- Revolution verte au Vietnam (Pourquoi; Comment adopter; Resultat initiative; Condition?)
- Réformes économiques et l'accompagnement des résultats de RV
- Stratégie intensive et orientée vers l'exportation et ses consequences à l'heure jour.
- Discussion.

RV et Reforme économiques au VN



Adaptation de la révolution verte



Les conditions permettent de recevoir les succès pour RV

- Formation et attirer du personnel et une bonne infrastructure scientifique pour la recherche (Les écoles et l'Institut de recherche agricole est née en 1956)
- Construire les infrastructures de production (irrigation, la planification)
- Organiser le transfert de techniques de production (par des équipes techniques dans les coopératives)
- Veiller à ce que les intérêts des producteurs (agriculteurs appliquées les techniques agricoles sur champs de 5% - part de gouvernement leur donne pour privé)

Professeur Luong Dinh Cua: Un des auteurs de RV



Systèmes hydrauliques construits depuis les années 60



Groupe de techniciens dans les cooperatives et les nouveaux outils de travail à l'époque RV



Résultats principaux de RV

- RV a aidé le Vietnam à éviter la famine
 - Rendement immédiatement doublé (de 1,3 à 3,0 tonne)
 - La production alimentaire a atteint > 270 kg / personne
- Faciliter le développement de l'agriculture intensive plus tard:
 - Système d'infrastructure pour servir la recherche scientifique et la production
 - Les variétés améliorées de rendement élevé
- L'équipe de scientifiques adultes

Les réformes économiques de 1986 à nos jours

- Coopératives (anciens) ne travaillent plus pour stimuler la production.
- Le but est de motiver la réforme qui favorise la production agricole.
- Trois étapes des réformes institutionnelles importantes:
 - "Innovation" 1986: Transformer l'économie d'une économie planifiée à l'économie de marché
 - Divisez la longue terres aux agriculteurs en 1993 (Cahier rouge)
 - En 2006: rejoint l'OMC, la promotion des exportations

Résultats de la stratégie intensive et orientée vers l'exportation

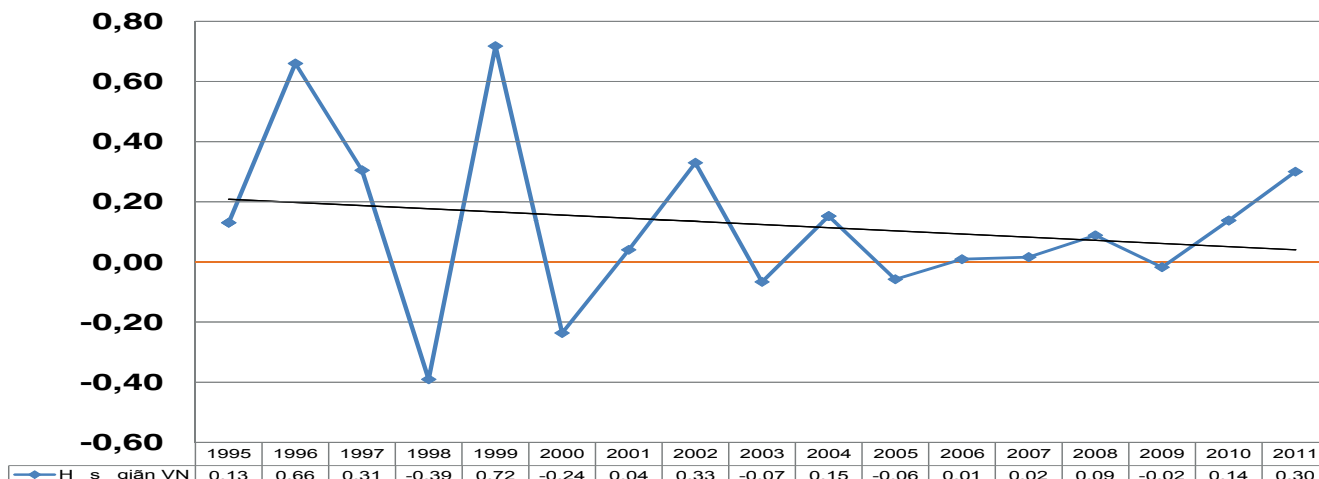
- Garantie de la sécurité alimentaire nationale
 - Le Vietnam est 1 à 6 hommes des pays en développement ont un indice élevé
 - La product/personne > 500 kg, Ennergie > 2800 kilo calories/personne
- Devenir grand exportateur dans le monde:
 - La valeur courante des exportations (en 2014) était de 30,0 milliards de dollars.
 - Volume de 10 produits d'exportation classés de la première à la 3ème monde: riz, café, thé; Texte, l'article; L'aquaculture (poissons et crevettes); Meubles.
- L'agriculture est un pilier de l'économie:
 - 47% des employés et 19% du PIB

Conséquences de la stratégie « intensive et tournée vers l'exportation »

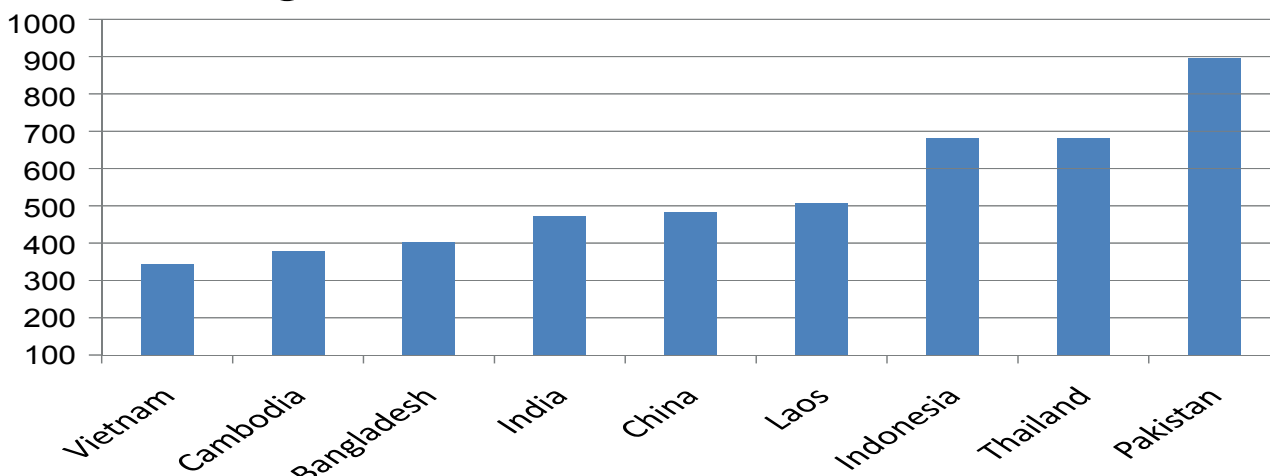
- La question de surproduction:
 - Prix de produit est base.
 - Revenu du paysan est aussi base: 70% de Citadins
 - Déchets des ressources (eau et engrais) et les infections causées par l'utilisation excessive d'engrais et de pesticides médicaments.
 - Faible qualité des produits agricoles et le risque d'insécurité alimentaire
 - Différenciation sociale et diminution de la motivation à investir dans l'agriculture et les tendances de l'exode
- menaces et les défis du développement durable.

L'indice KING de riz passé 20 ans.

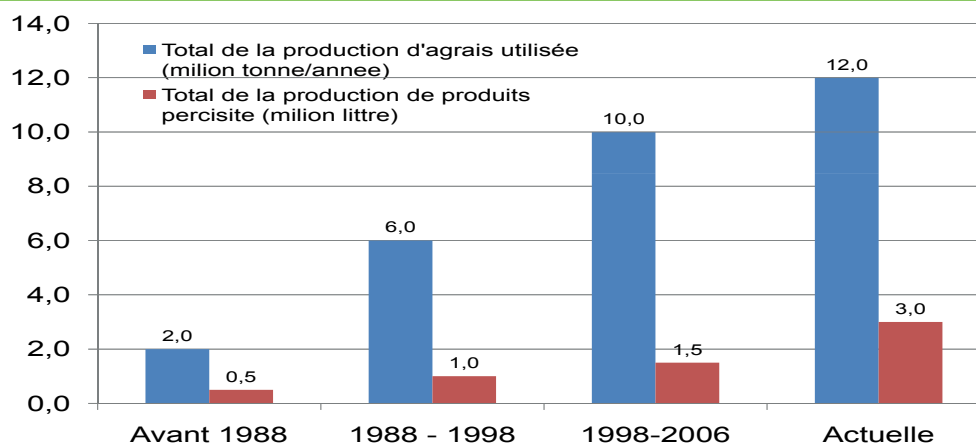
Augmentation de la productivité - prix à l'exportation ont diminué



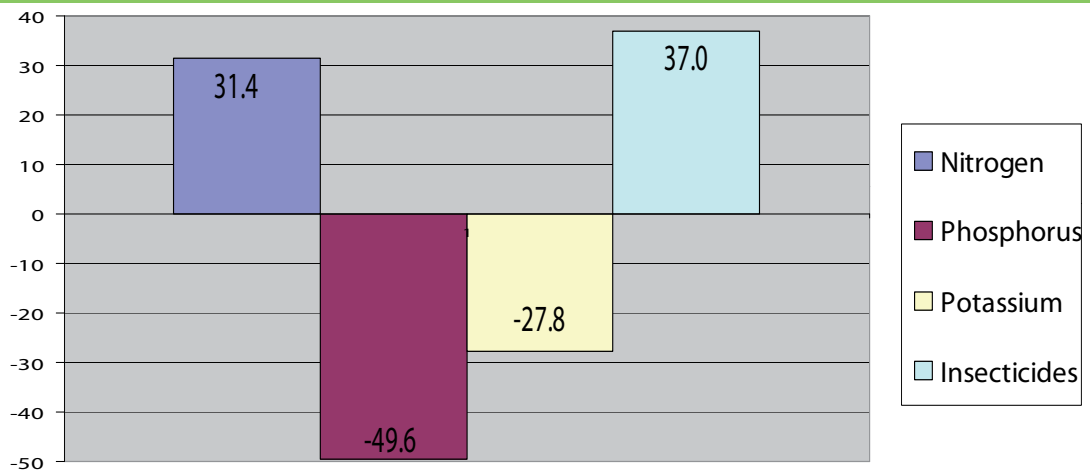
Faible valeur ajoutée par travailleur agricole (US \$, moyenne 2006-2008)



Production d'engrais minéraux et produits phytosanitaires utilisés chaque année

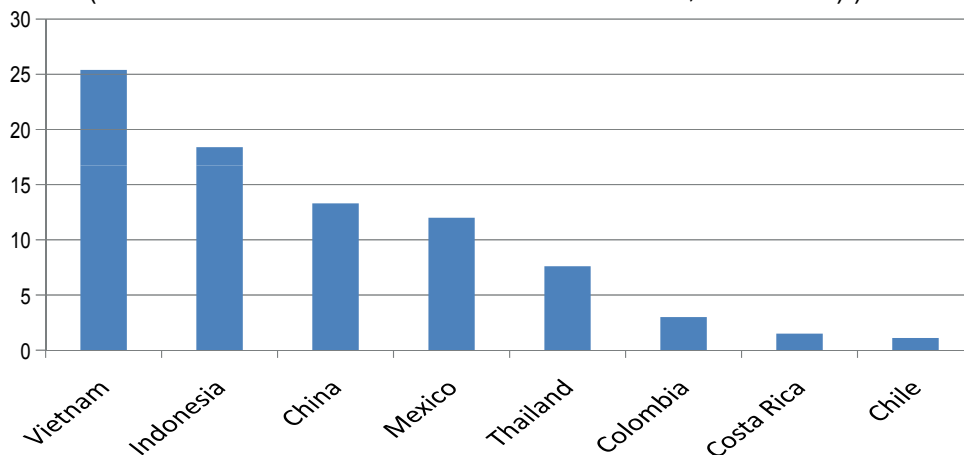


La question de pollution dans l'utilisation des engrais



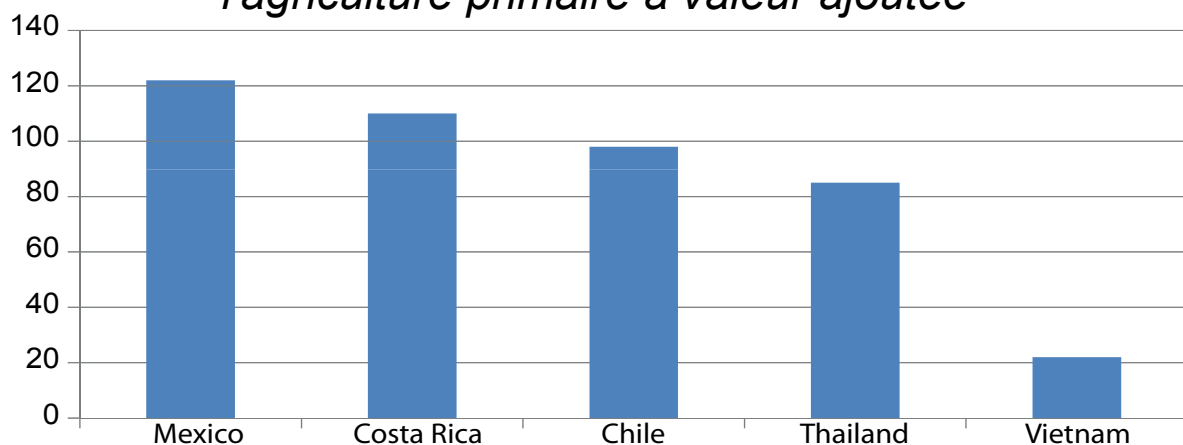
Les problèmes de qualité et le commerce de la sécurité alimentaire

Le nombre de produits alimentaires importés aux États-Unis a rejeté
(Sur un chiffre d'affaires de 10 millions de dollars; 2006-2008)



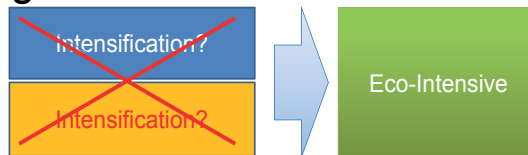
Faible valeur ajoutée:

% De la contribution des produits alimentaires + boissons sur
l'agriculture primaire à valeur ajoutée



Discussions et leçons

- Le rôle de l'Etat dans: *Formuler des politiques et stratégies de développement durable*
Formation et recherche scientifique (développement humain). Construction d'infrastructures pour la production. Le développement de la société civile (le de l'organisation des agriculteurs)
- Le choix pour la stratégie ou model de développement de l'agriculture à l'avenir



Merci beaucoup!



STRATEGIE DE RELANCE DU SECTEUR AEP A COURT TERME

Par Voahangy ARIJAONA
Directeur Général Technique
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

SITUATION APRES CRISE

- Suspension des appuis des partenaires au développement
- Ressources raréfiées
- Initiatives réduites
- Série de catastrophes naturelles

SITUATION APRES CRISE (suite)

- Insécurité alimentaire
- Pauvreté = 82% de la population
- Plus de 150 000 ha de rizières touchées par les aléas
- Hausse des prix à la consommation

PRIORITES

1. Sauvegarder les acquis, conforter le redémarrage des systèmes de production, dépasser le niveau 2008
2. Atténuer la pauvreté rurale et préparer les EAF à la croissance du circuit économique

STRATEGIES

1. INVESTISSEMENT ET SAUVEGARDE DES INFRASTRUCTURES
 - AEP: route, lutte et préparation contre les grands fléaux: criquets, cyclones,...
 - Elevage: restauration et aménagements espaces , infrastructures de base
 - Agriculture : infrastructures Hydroagricoles, centres semenciers et d'engrais
 - Pêche : nouvelles zones de pêche avec matériels et équipements, plan d'aménagement concerté

2. Renforcement sécurité alimentaire et nutritionnelle d'urgence

- AEP: programme intégré pour 12 régions vulnérables, HIMO, subvention nutritionnelle
- Elevage: pack élevage basse cour, mise à disposition de race améliorée
- Agriculture: semences améliorée et engrais accessible, culture maraichère et contre saison
- Pêche : disponibilité des produits , valorisation des sous produits

3. Dynamisation de l'accès aux services

- AEP : mutualisation, renforcement des CSA, diversification des services, renforcement des structures de producteurs
- Agriculture et élevage : FRDA pour 10 régions, mécanisme de contractualisation, amélioration partenariat avec IMF
- Elevage : accroissement vétérinaires privés
- Pêche : contrôle sanitaire, services aux groupements, micro-projets

4. Gouvernance et préparation stratégies moyen terme

- AEP : lettre de politique, loi pêche, perspectives d'exportation, renforcement capacités institutionnelles et organisationnelles
- Agriculture et Elevage : création zone d'investissement, services vétérinaires aux normes
- Pêche : évaluation stock, plan directeur quinquennal, harmonisation protocoles de pêche, modernisation systèmes de permis

Honorable auditoire,

**MERCI de votre
attention**

Discours de M. Marcus Schneider, Représentant Régional de la FES

à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Conférence
internationale sur « L'Agriculture à Madagascar : Comment réaliser
la révolution dans le secteur agricole ? »
4 juillet 2014, Hôtel Carlton, Antananarivo.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural,

Monsieur le Député de Madagascar

Madame la Représentante Spéciale et Chef de Bureau de la Commission de l'Union Africaine à Madagascar

Monsieur le Directeur de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Au nom de la Fondation Friedrich Ebert je vous souhaite la chaleureuse bienvenue ici à l'Hôtel Colbert. Nous nous y retrouvons aujourd'hui pour débattre d'une des plus cruciales questions qui concerne directement l'avenir de Madagascar. Comment accélérer le développement dans le secteur agricole ? – un secteur qui regroupe à lui-seul presque 80% de la population active, qui produit 30% du Produit intérieur brut et qui compte également pour 30% des exportations.

Cette question prend tout son sens puisque, rappelons-nous 2014 a été déclarée l'Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire par l'Union Africaine. C'est à cette occasion que la Fondation Friedrich Ebert en coopération avec l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques et le bureau de liaison de l'Union Africaine – a décidé d'organiser cette conférence avec l'objectif net de soutenir le Ministère de l'Agriculture pour que la modernisation du secteur agricole soit parmi les priorités du nouveau gouvernement. Nous pensons que le moment actuel ne pourrait être que propice pour ce projet. Après la réussite des élections tant attendues Madagascar a maintenant à sa tête un nouveau Chef d'Etat et un gouvernement jouissant d'une légitimité démocratique. La politique des sanctions qui a été mise en place depuis 2009 est désormais révolue. Le retour à la constitutionnalité et la normalisation des relations avec les bailleurs de fonds permettent à ce nouveau gouvernement de concentrer tous ses efforts sur la réalisation du progrès économique et social.

Selon les statistiques de la Banque Mondiale il y avait en 2013 92% de pauvres à Madagascar. C'est un chiffre monstrueux - et Cela fait de la Grande Ile un des pays les plus pauvres au monde. La plus grande partie de cette population vivant en-dessous du seuil de pauvreté vit en milieu rural. Toute politique visant le secteur agricole est donc aussi une politique de lutte contre l'appauvrissement. Selon l'Union Africaine dans son plus récent rapport sur l'Agriculture en Afrique, la croissance économique dans le secteur agricole est 11 fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance dans d'autres secteurs. Contrairement aux industries extractives par exemple – dont l'essor récent forme la base du boom économique extraordinaire que connaît l'Afrique depuis plus d'une décennie, l'agriculture est un secteur à haute intensité de main d'œuvre. Son essor sera donc l'essor des masses. Une politique agricole réussie est en effet la meilleure stratégie contre la pauvreté.

Mesdames, Messieurs,

L'histoire de l'agriculture en Afrique est jusqu'ici une histoire d'opportunités manquées. Malheureusement. L'Afrique est actuellement le seul continent qui est importateur net en nourriture. Ce n'est pas une fatalité. Encore dans les années 1960 et 1970, l'Afrique exportait plus de produits

agricoles qu'elle en importait. Depuis, l'explosion démographique extraordinaire qui s'est produite dans tous les pays africains n'a pas été accompagnée d'une modernisation agricole. Contrairement aux intuitions malthusiennes la croissance de la population ne conduit pas nécessairement à la catastrophe. L'Europe après la Seconde Guerre Mondiale, l'Inde et la Chine dans les années 1970 et 1980 (soixante-dix et quatre-vingt), d'autres pays d'Asie du Sud-Est dans un passé plus récent ont réussi à réaliser une révolution verte. Ils sont arrivés à un stade décrit aujourd'hui par l'Union Africaine comme souveraineté alimentaire.

La croissance démographique est loin d'être achevée. La plupart de nous dans cette salle connaîtra avec une grande probabilité un Madagascar de 30, voire de 40 millions d'habitants. Les statisticiens projettent que l'Afrique entière devrait nourrir 1,5 milliards d'hommes d'ici 2030, et 2 milliard en 2050. Les défis sont donc énormes. En même temps, le potentiel l'est aussi. La moitié des terres arables non-exploitées dans le monde se trouvent aujourd'hui en Afrique. Les rendements moyens des paysans africains sont encore dix fois inférieurs à ceux obtenus par leurs homologues américains et chinois. Ce n'est donc guère la sécurité alimentaire ni la souveraineté alimentaire qui devraient constituer l'objectif final – mais de saisir cette opportunité de transformer l'Afrique en grenier alimentaire du monde. Plus que les industries extractives qui ont produit une croissance largement sans emplois l'agriculture pourrait être à la base d'une croissance plus durable, d'une croissance qui profite à l'ensemble de la population.

Mesdames, Messieurs,

Cette conférence devrait servir à identifier des pistes. Il s'agit de soutenir et de renforcer la volonté du nouveau gouvernement à pouvoir se lancer dans la modernisation du secteur agricole. Il s'agit aussi de mobiliser les ressources et l'expertise – à la fois internationale et locale. Il ne s'agit pas de réinventer la roue – mais néanmoins il est question de s'interroger sur les obstacles qui ont bloqué jusqu'ici l'essor de l'agriculture malgache.

Mesdames, Messieurs,

je suis certain que l'expertise est là, qu'elle existe déjà. Je me réfère tout particulièrement à nos partenaires de l'ESSA. Mais le lien entre la recherche et la pratique politique peut encore être amélioré pour plus de performance. Au lieu de se focaliser sur des projets ponctuels ou de trouver des solutions immédiates à des urgences, Madagascar a besoin d'une politique agricole à long terme, efficace et adaptée à sa situation. Après tout - la réussite de la révolution verte est peut-être moins un défi technique qu'un défi politique. Dans tous les pays qui ont réussi socialement et économiquement la stabilité politique représentait une condition préalable. Cette stabilité se traduit surtout par un consensus social et politique autour des grands axes d'un programme de développement national. Un programme qui n'est pas à chaque fois remis en cause et en question par les changements d'administration à la tête de l'Etat.

Nous souhaitons donc beaucoup de succès et de courage à M. Le Ministre qui est actuellement face au défi de définir l'agriculture comme une priorité nationale. Nous sommes convaincus que Le développement agricole de Madagascar n'est pas l'objectif d'un seul parti mais qu'il s'agit de rassembler tous les partis politiques autour de cet objectif commun. Il s'agit de fonder un véritable consensus national qui échappe aux logiques partisans.

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite une agréable conférence, des débats vifs, peut-être controversés mais surtout productifs. Nous vous encourageons à la participation et nous espérons bien que nos échanges aboutissent à des recommandations concrètes qui feront avancer la politique agricole à Madagascar.

Merci de votre aimable attention.

Discours de Mme. Hawa Ahmed Youssouf, Représentante spéciale de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine et Chef de Bureau de Liaison de l'Union Africaine à Madagascar

à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Conférence
internationale sur « l'Agriculture à Madagascar : Comment réaliser
la révolution dans le secteur agricole ? »
4 juillet 2014, Hôtel Carlton, Antananarivo.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et la Pêche de Madagascar,

Monsieur le Représentant Régionale de Friedrich Ebert Stiftung,

Mesdames et Messieurs les Experts et conférenciers,

Distingués invités,

C'est un honneur pour moi de prononcer ces mots de circonstances à l'occasion de l'ouverture de la conférence internationale sur l'Agriculture à Madagascar.

Cette conférence portant sur un des secteurs clé du développement économique de Madagascar vient à point nommé parce qu'elle se tient dans le contexte politique de retour de Madagascar dans le concert des nations et juste après le Sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine qui vient de se terminer à Malabo où une grande partie était consacré à l'Agriculture et à la Sécurité alimentaire parce que l'Année 2014 est déclarée « une Année de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire ». Cette réunion se tient également à un moment propice où le Gouvernement a signé le Pacte National de Madagascar pour Soutenir la Mise en œuvre du Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche avec les partenaires nationaux et internationaux depuis le 13 juin 2014.

Mesdames et Messieurs,

Distingues invites,

Le secteur agricole est non seulement vital pour les citoyens malgaches, mais surtout pour la relance du développement économique de Madagascar qui redeviendra, nous l'espérons le 'grenier de l'Océan Indien'.

Au cours de cette conférence, les experts venus de Rwanda, de l'Afrique du Sud et du Vietnam vont échanger avec les autres acteurs nationaux sur les sujets divers.

Nous sommes enchantés que les acteurs nationaux malgaches soient également informés sur les directives, les principes et les efforts entrepris par l'Union Africaine pour inciter et encourager les Etats membres à augmenter le budget accordé au secteur agricole afin de relever les défis de la sécurité alimentaire, de la pauvreté et la faim etc. Le panel des experts abordera sûrement la Déclaration de Maputo de 2003 et aussi le Programme Détaillé du Développement de l'Agriculture en Afrique(CAADP) qui doivent être appropriés et adaptés aux réalités et aux besoins de chaque pays. Aussi est-il vrai que ces outils ne pourront jamais ni transformer notre société, moins encore réussir sans la volonté politique, sans la participation inclusive des acteurs public, privés et les moyens de mise en œuvre de ces politiques.

Madagascar se trouve dans une période cruciale et devra redoubler ses efforts après des années de crises politiques pour redéfinir sa politique dans le secteur de l'agriculture de façon générale pour redorer le blason et contribuer significativement dans la croissance et le développement économique.

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

Pour terminer mon propos, je voudrais remercier les organisateurs de cette Conférence, notamment la Friedrich-Ebert-Stiftung, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et la Pêche, et l'École Supérieure des Sciences Agronomiques qui ont bien voulu associer l'Union Africaine dans ces travaux de réflexions. L'Union Africaine ne ménagera aucun effort pour soutenir le peuple malgache et les autorités nationales à réaliser une REVOLUTION VERTE A MADAGASCAR.

Je vous remercie.

Discours de M. Roland Ravatomanga, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Conférence internationale sur « l'Agriculture à Madagascar : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole ? »
4 juillet 2014, Hôtel Carlton, Antananarivo.

Excellence Madame la Représentante Spéciale et Chef de Bureau de la Commission de l'UA à Madagascar,

Excellence Monsieur le Représentant Régional de la FES,

Mesdames et Messieurs les experts,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, de remercier la Friedrich-Ebert-Stiftung (Bureau à Madagascar) pour cette initiative qui donne une opportunité de réfléchir sur l'élaboration d'une politique agricole à Madagascar, dans le cadre du processus PDDAA à Madagascar, afin de formuler des propositions pour mieux atteindre les objectifs fixés.

Mes remerciements s'étendent également à tous les partenaires qui ont apporté leur appui à l'organisation de cette rencontre.

Cette conférence vient à point nommé, car elle permettra l'élaboration d'une lettre de politique agricole à Madagascar, un document fondamental. Notre souhait est que les acteurs du secteur saisissent cette opportunité pour prendre connaissance de ce document et formuler des propositions pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations.

Je voudrais vous rappeler brièvement les principaux rôles et fonctions de mon département.

C'est d'assurer l'atteinte des grands objectifs de développement du secteur agricole et du développement rural, en l'occurrence :

- ☞ Contribuer à la sécurisation alimentaire et nutritionnelle, et réduire les risques pour les vulnérables,
- ☞ Améliorer les revenus des producteurs agricoles et procurer des emplois à la population rurale,
- ☞ Accroître durablement la productivité, et développer des systèmes de production compétitifs,
- ☞ Etendre et pérenniser les espaces/zones de production et infrastructures d'exploitation normalisées,
- ☞ Développer l'accès aux marchés nationaux et contribuer à l'amélioration de la balance commerciale,
- ☞ Améliorer la gouvernance des institutions et acteurs, et renforcer leur capacitation.

Mesdames et messieurs,

L'importance du secteur agricole dans l'économie n'est plus à démontrer. De nombreux indicateurs l'attestent, entres autres, sa part dans le PIB, ou dans les recettes d'exportation.

La grande diversité de la production peut bénéficier des potentialités naturelles très favorables.

En dépit de ses énormes atouts, les performances de l'agriculture à Madagascar restent faibles dues à la faiblesse de la productivité et un manque d'investissements.

Il en résulte :

- ☞ Une faible couverture des besoins alimentaires nationaux par la production domestique ;
- ☞ Une incidence de la pauvreté qui frôle les 80% au niveau national.

De ce constat dramatique, le thème de cette conférence nous interpelle à juste titre : Comment réaliser la révolution dans le secteur agricole à Madagascar ? Et surtout comment bien la réaliser!

Le développement de l'agriculture est la clé d'une croissance qui réduira la pauvreté, où la plupart des pauvres vivent et travaillent dans les zones rurales, généralement en tant que petits exploitants agricoles; une révolution qui adapterait les enseignements tirés de l'expérience asiatique aux réalités malagasy.

(je sais d'ailleurs que nous aurons l'occasion de partager, durant cette conférence, les cas du Rwanda et du Vietnam)

En conséquence, la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle doit être au cœur de la politique de développement de l'agriculture et du monde rural à Madagascar.

Dans le souci de répondre efficacement aux défis qui se posent avec acuité dans ce secteur névralgique du développement et de la promotion du monde rural ; les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, ont lancé en juillet 2003 à Maputo, la mise en œuvre du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA).

Conscient de l'ensemble de ces défis, la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine lors de sa Session en janvier 2013, a décidé de faire de l'année 2014, l'Année de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Afrique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Distingués Invités,

Chers Participants,

La signature du Compact dans le cadre du Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche ou PSAEP/CAADP, marque sans aucun doute le nouveau départ pour l'essor de l'agriculture à Madagascar.

A travers cette démarche, le pays ne fait que témoigner sa volonté de faire de l'agriculture le pilier du développement. Ce programme doit être le point de départ pour la conception du plan plus précis dans le développement de l'agriculture et de la promotion du monde rural et sera la base sur laquelle les actions seront menées pour les 50 prochaines années.

Je suis persuadé que cette rencontre d'échange et de partage, entre experts de différents horizons aideront à approfondir et à enrichir la réflexion sur les stratégies idoines et les solutions pratiques aux besoins spécifiques du monde rural, pour faire du secteur agricole le moteur de la diversification et de la transformation de l'économie rurale.

C'est pourquoi, je me conforte dans la certitude que les résultats de cette conférence pour le développement de l'agriculture à Madagascar, grâce à l'engagement de chacun de nous, aideront à insuffler une nouvelle dynamique à la réalisation de la révolution dans le secteur agricole, pour la prospérité, le bien-être des populations rurales et le développement économique et social de Madagascar.

Je ne terminerai pas mon propos sans souhaiter à nos illustres invités ici présents la bienvenue et un agréable séjour à Madagascar.

Confiant que les conclusions des travaux seront d'un grand atout pour le devenir de l'agriculture à Madagascar, je déclare ouverte, ce jour, vendredi 04 juillet 2014, la conférence sur « L'agriculture à Madagascar : comment réaliser la révolution dans le secteur agricole ? ».

Je vous remercie.

